

Caplan, Raul; Copete, Marie-Lucie; et Peck, Isabelle: *Identités périphériques- Péninsule ibérique, Méditerranée, Amérique latine*, L'Harmattan, Paris, 2004, 272 págs.

Cette ouvrage est le fruit d'une rencontre interdisciplinaire organisée par Raul Caplan, Marie-Lucie Copete et Isabelle Reck, enseignants chercheurs des Universités de Nancy II et Strasbourg, en mai 2002, autour d'une thématique commune : l'identité. Le terme présentait d'évidents attraits (richesse et complexité des réalités humaines convoquées) mais recelait aussi un réel danger : celui d'un mot-valise qui s'étale en arborescences multiples et hétérogènes, échappant ainsi à tout essai de conceptualisation ou de réflexion plus globale. Rompre avec les cloisonnements institutionnels et méthodologiques et réunir en une même rencontre des spécialistes de l'analyse littéraire, des historiens, des sociologues, des anthropologues, de générations différentes, d'institutions différentes (Université, CNRS, CSIC, EHESS etc...) et travaillant sur des époques et des continents différents était un véritable défi dont la ligne d'horizon fut de ne pas recréer une étrange Tour de Babel mais bien d'avancer et de nourrir la réflexion sur la question des identités périphériques, même si, comme le démontre brillamment Antonella Romano dans la conclusion, la notion même de périphérie demande à être sérieusement remise en question.

On ne peut que saluer l'achèvement et l'édition des actes de ce colloque qui manifestent un travail louable d'organisation des différentes communications selon un schéma en trois temps Résistances, Identités sociales et Passages. Cette facture du livre est déjà l'indice du propos des auteurs : montrer que toute identité naît de rapports de domination qui à leur tour suscitent des stratégies de résistance, que ce processus de fabrication identitaire ne peut être compris sans une analyse de ses composantes sociales et imaginaires, ce qu'exhibe en particulier la littérature étudiée dans ce cadre, enfin que l'identité se construit dans le mouvement des hommes ou des valeurs selon des modulations conflictuelles (le rejet, l'exode) ou selon des synergies fructueuses (ex :L'Ifriqiya et l'Occident). Sans doute pourrait-on

observer que les stratégies de résistances n'excluent nullement les passages (c'est le cas de la société coloniale comme le démontre Berta Ares dans "Sang-mêlés dans le Pérou colonial : les défis aux contraintes des catégories identitaires"). On doit donc admettre que les trois concepts ne sont que des versants mêlés d'une même réalité, séparés ici pour les besoins de la cause.

Construit, l'ouvrage l'est aussi grâce à deux contributions précieuses, l'une introductive l'autre conclusive où sont exposés des linéaments théoriques pour cadrer la réflexion que les différentes études du volume illustrent et nourrissent.

Ce n'est nullement un hasard si l'introduction de Maurice Blanc a pour titre *Identité périphériques ?* sous forme de question. C'est aussi sur la forme d'un questionnement à la fois théorique et analytique qu'Antonella Romano conclura. La livre a donc pour première vertu roborative de nous proposer non seulement une constellation de "cas" identitaires finement analysés mais d'interroger les concepts usuellement utilisés pour les dire, en en montrant les limites et peut être même en invitant à les renouveler, à les reconstruire. C'est en tout cas le souhait de A. Romano, souhait auquel on ne peut que souscrire devant la prolifération depuis une dizaine d'années des ouvrages portant sur le métissage, les identités culturelles, le pluriculturalisme, les médiateurs, etc... C'est fort de ce questionnement théorique que le livre se lit pour notre plus grand bénéfice. Comme le fait remarquer M. Blanc, tous les textes rassemblés traitent de l'identité conçue comme la résultante de processus de rejet, de violence ou d'autres formes d'exclusion plus subtile, voire plus intériorisée comme dans le cas des "mineros" de Carmen Salazar ("Etre mineur au Pérou". L'identité pose donc la question de la marginalisation, dans un sens spatial, (le tissu urbain), politique, (la société coloniale hispano-américaine), ou imaginaire, et cela comprend, en retour, la problématique de l'intégration de ceux que le pouvoir et la société "officielle" ont rejeté, soit selon une démarche individuelle, soit selon une démarche collective (le cas des congrégations religieuses vis à vis des pauvres). Il faut en effet, pour ne pas mettre à l'excès en danger le "corps social", recréer des liens, des lieux, des images qui constituent de nouveaux liens sociaux. Ainsi observe-t-on ce paradoxe de la périphérie ou de la marginalité qui fait irruption au cœur des préoccupations de la cité et du prince. On note donc une série de doubles dynamiques : l'occultation et la visibilité, l'exode et le retour (*desexilio*), l'écriture et la discrimination, l'interdit et sa corrosion par l'infiltration têtue des

hommes, le mimétisme et la transgression etc.... autant de dynamiques qui se recomposent en tensions nouvelles selon les lieux et les rapports de force. D'ailleurs, les cas étudiés ne sont jamais des situations simples mais manifestent un encastrement de refus, de rejets et des cascades de mépris (pauvre *et* noir, femme *et* indienne, mendiant *et* malade, etc....), qui font jouer l'idée d'identité et celle de mort sociale, manifestent un emboîtement d'identités et donc posent la question des espaces, des échelles, des temps, qui sont autant de paramètres à prendre en compte.

Enfin on voit dans cet ouvrage de quelle façon les identités subalternes, marginales, oubliées peuvent être décryptées par les historiens avec plus ou moins de bonheur, mais sont aussi mises en parole par la littérature qui accomplit cette tâche non plus sociologique mais créatrice et parfois prescriptive de la construction d'une parole autrement abolie. L'ouvrage unit donc à travers cette thématique les deux grands chantiers de la parole, celui de l'historien aux prises avec les sources et celle de l'artiste, créateur d'une parole aux prises avec l'imaginaire collectif en souffrance.

Dans la partie intitulée Résistance, les trois premiers articles ("Sang mêlés dans le Pérou colonial", de Berta Ares Quejia, "L'islam en Espagne à l'époque moderne" de B. Vincent et "Identités esclaves au Portugal" de Didier Lahon) constituent trois chapitres fortement liés non seulement par l'espace investi (l'aire ibérique) et la période (époque moderne) mais aussi par les questions politiques propre à l'ancien régime. Ils illustrent dans une analyse fouillée, avec des exemples remarquablement documentés, les phénomènes d'exclusion, de cloisonnement et de mobilité sociale restreinte mais significative. Ainsi se trouve démontrée une réelle capacité d'adaptation du système colonial ibérique, ce qui écorche l'idée d'une société aux cloisonnements étanches, celle du parfait contrôle social et de l'unité de l'Espagne moderne. Ainsi, se trouve révisée la définition des identités esclaves au Portugal, par D. Lahon, qui relève deux lectures contraires : l'acculturation des esclaves noirs à travers les confréries, ou la subversion (pratiques magiques) et la résistance (comme le révèlent les archives inquisitoriales). Les trois auteurs soulignent le subtil dosage et la multiplicité des stratégies individuelles ou collectives que les institutions n'ont jamais pu ou voulu étouffer ; l'hétérodoxie ou d'autres formes de subversion, modulées, masquées ont accompagné les sociétés ibériques et leurs mondes coloniaux.

Le quatrième article de G. Meynier qui porte sur la réaction des Algériens à la politique d'assimilation française, se présente comme une

rupture par la méthode utilisée et par la période concernée. L'auteur démontre l'échec de la politique d'assimilation française entre 1830 et 1954. Cela invite à réfléchir sur la notion de lien colonial et de "plasticité" des pratiques sociales entre différents "empires". Dans cet article, la méthode et les concepts mis en œuvre diffèrent notablement de ceux qui le précèdent. Si les cadres référentiels (espaces, liens sociaux, complexité des référents identitaires) et les "circonstances" étaient la base de l'essai de définition identitaire dans les trois premiers articles, G Meynier préfère poser le problème en termes agonistiques selon un binôme français-algérien qui fonctionne comme deux réalités sociales étanches, ce qui serait l'explication de l'impossible conciliation. A. Romano ("Identités périphériques : quelques remarques finales") fait observer que cette façon "anticoloniale" de poser la question historique a deux conséquences, d'une part elle construit la future logique identitaire algérienne, (tout aussi construite que celle du colonisateur), et d'autre part elle exclut d'autres facettes de l'identité algérienne —sauf à les noter à titre d'exception— comme la question des Berbères, qui sont une sorte de "périphérie de la périphérie" et qui s'opposeront à la fabrication d'une identité homogène affichée par le pouvoir algérien, après l'Indépendance.

Dans le deuxième volet intitulé "Identités sociales", les articles portent sur deux types de corpus, les archives et documents historiques d'un côté, et les textes littéraires de l'autre. Dans le premier cas, les auteurs tracent la cartographie de deux réalités sociales du monde ibérique : les pauvres, objet de l'assistance organisée par les confréries jésuites de XVI au XVIII siècle de Marie Lucie Copete et les "mineros", (les propriétaires de mines du Pérou colonial), analysés par Carmen Salazar-Soler. Dans les deux cas on peut voir de quelle façon on passe d'un statut social (ensemble de conditions objectives, respectivement les plus démunis et les plus riches) au questionnement identitaire. C. Salazar définit autrement cette oligarchie à l'avant garde de la technologie qui a fait des complexes miniers andins un véritable laboratoire mondial des techniques, définition qui dément la notion même d'identité périphérique. M.L. Copete s'interroge : qu'est ce qu'un pauvre "recommandable" ? Comment les confréries délimitent et construisent un ensemble de pratiques d'assistance en une véritable politique à la fois zélée, efficace et comptabilisée ?. La définition du pauvre est ici à la fois endogène (secrétée par l'ensemble du corps social) et exogène puisqu'elle échappe à la volonté (et à la parole) des pauvres eux-mêmes qui n'existent que comme "assistés". Nous sommes donc

devant un cas de déni identitaire au profit d'une construction politique dont la vocation est pour partie l'effacement de l'objet. En effet, l'article s'appuyant sur les données des archives jésuites ne prend pas en considération une "culture de la pauvreté" (fut-elle littéraire) susceptible de générer une image alternative.

Les articles suivants présentent une forte communauté par leur méthode et leur corpus, ils abordent la question des représentations des exclus — marginaux, oubliés dans la littérature : Erich Fisbach s'attache, en un court article, à une littérature mal connue mais essentielle celle de la Guerre du Chaco, évènement fondateur autant que traumatisant dans l'histoire bolivienne et paraguayenne. Raul Caplan dresse une véritable percée dans l'écriture argentine de la pauvreté en maniant un ensemble d'œuvres littéraires, remarquablement contextualisées et analysées avec une grande précision dans les communautés et les écarts idéologiques que ces textes présentent. L'intérêt de ces contributions est essentiel car on y voit de quelle façon fructueuse la littérature peut, sans cesse d'être "écriture", participer de l'étude des groupes sociaux, des tensions et des images qui les construisent, selon des dynamiques croisées, des identités encastrées, flouées, souvent difficiles à déceler dans les documents historiques. C'est une complémentarité riche qui invite le lecteur à lier la contribution de M.L. Copete avec la littérature picaresque, les nombreuses études sur la guerre du Chaco ou sur les fractures sociales argentines avec les œuvres littéraires. F. Bourricaud avait déjà, dès les années 1970, quand ce n'était guère la mode, souligné combien Arguedas pouvait être convoqué pour comprendre les réalités complexes et métissées des hauts plateaux andins...

La dernière partie de l'ouvrage "Passages" est peut être la moins cohérente. En effet le premier article d'Isabelle Reck traite de l'exil et de l'immigration, à travers les œuvres théâtrales espagnoles des années 1980-90 qui participent de cette émergence de la mémoire des vaincus, victimes jusque là d'une véritable "stratégie du silence". On y voit comment l'écriture là encore opère le passage, par la mise en œuvre du travail de la mémoire, travail qui s'opère dans des directions multiples entre deux temps, celui révolu de l'exil et celui des textes actuels, créant ainsi une littérature et une transfiguration de l'errance. L'article tout à fait intéressant de O. Sacchelli sur le cinéma italien qui, en devenant une icône obsolète, faite de topiques, trouve là une façon de se survivre face à l'inondation de la production hollywoodienne, tendrait à montrer comment un passage (si le cinéma est considéré ainsi) peut se transformer en impasse culturelle. On a

quelque difficulté intégrer sous cette rubrique l'article descriptif et trop rapide de Dante Barrientos Tecun sur la littérature féminine guatémaltèque, présentée comme "sans concession" mais dont on a du mal à saisir la force artistique ou littéraire ou même sociale. En franche et stimulante rupture, l'article de Mokhtar Labidi clôt le cycle des contributions. Le lecteur est agréablement transporté au IXe siècle de l'ère chrétienne dans une période où l'Orient et tout particulièrement Kairouan, la Sicile et surtout l'Andalousie ont été des espaces sillonnés par des hommes-médiateurs curieux du monde autant dans le domaine des religions que celui des lettres ou des sciences. Ce dernier texte extrait l'identité de sa problématique périphérique ou des rapports de domination pour envisager une période d'échanges qui par leur fluidité et leurs dynamiques multiples ont contribué autrement, à la constitution des identités de part et d'autre des rives de la Méditerranée. Cet article, s'il est inattendu et peut être décalé en fin d'ouvrage, offre pourtant l'immense intérêt de reposer la question délicate des rapports identitaires entre l'Orient et l'Occident et de donner au mot "passage" un autre sens, celui de la mémoire que le monde globalisé pourrait reconstruire avec son propre passé.—LOUISE BÉNAT-TACHOT.

Cortés, Hernán: *Cartas y Memoriales*, Edición, estudio y notas de M.^a del Carmen Martínez Martínez, Junta de Castilla y León, Consejería de Cultura y Turismo /Universidad de León, León, 2003, 450 págs., cronología, bibliografía, índice documental, 8 láms., índice onomástico y toponímico.

Este libro se incluye dentro de la Colección "Humanistas Españoles", editada por la Universidad de León, que ya ha publicado las obras de autores tan destacados como Cipriano de la Huerga, Benito Arias Montano y Pedro de Valencia. Después de las *Relaciones de Indias sobre Perú* (vol. 6) y *México* (vol. 11), recopiladas por el último de ellos, la temática americanista aparece de nuevo en esta colección con la publicación aquí reseñada, que ocupa el número 26.

La obra va precedida de una presentación de Jesús Paniagua Pérez, que adelanta el contenido del volumen y el origen castellano-leonés de las fuentes en él incluidas —Archivo General de Simancas y Archivo de la Real Chancillería, ambos en Valladolid—, así como una nueva visión del personaje ya que son documentos que se refieren a la esfera reservada y pri-

vada, menos conocida y, por lo tanto, más interesante para acercarnos al Cortés en permanente contacto con la Corona y el Consejo de Indias a lo largo de casi veinte años (1520-1538).

Cartas y Memoriales ha sido realizado por M.^a del Carmen Martínez Martínez, Profesora Titular de Historia de América de la Universidad de Valladolid, especializada en la documentación americanista de los archivos de esa ciudad y provincia, que ha reunido un conjunto de fuentes sobre el famoso conquistador de México poco conocidas hasta ahora, al ser sólo parcialmente publicadas algunas de ellas, y en su mayoría inéditas. Como ella señala, el libro rellena el vacío de correspondencia privada de carácter judicial —como demandante y como demandado— sobre Hernán Cortés, en la que tienen también un papel destacado los aspectos humanos referidos a la familia, junto a la lealtad al emperador, el interés cortesiano por promover nuevas empresas y, desde luego, su continua defensa frente a las acusaciones y denuncias y especialmente de sus posesiones y privilegios, amenazados por el juicio de residencia y las propias decisiones reales de quitarle jurisdicción, como ocurrió con su cargo de capitán general o con la prohibición de su entrada en la ciudad de México. Es el hombre fuerte, orgulloso, y a la defensiva, el que protagoniza estas cartas y memoriales.

Pero no se trata únicamente de la publicación de unos documentos transcritos, la cual hay que valorar en si misma por su dedicación y conocimientos paleográficos —véase los “Criterios de edición” en páginas 93-98— sino que la editora ha realizado un estudio introductorio (págs. 15-98) que enriquece el entorno de Cortés en España con nuevas investigaciones. Los apartados de ese estudio, por tanto, resultan esclarecedores para los que investigan la época de la conquista y el comienzo de la colonización española en México a través de sus protagonistas, ya que en estos textos aparecen nombres muy destacados —los oficiales reales Rodrigo de Albornoz, Gonzalo de Salazar y Peralmíndez Chirinos, los conquistadores Fernández de Sosa, Juan Altamirano, Luís de Castilla, Pedro de Alvarado, Cristóbal de Olid y Nuño de Guzmán, también presidente de la Primera Audiencia de México, entre otros— como tema de las cartas y memoriales y, por supuesto, entre los receptores de ellos en la metrópoli, encabezados por el propio Carlos I.

Esos destinatarios son personalidades de primera fila, entre ellos el secretario real Francisco de los Cobos, del que se publica únicamente una carta de interesante contenido, fechada en 5-6 de agosto de 1531 (número 41, págs. 221-226), aunque hay testimonios de que hubo más correspon-

dencia entre ambos; en ella Cortés lamenta el que haya caído en desgracia ante ese poderoso personaje, al que envió dinero y regalos en su etapa de ascenso al poder. También aparecen varios miembros del Consejo de Indias (Rodrigo de la Corte) y del Consejo Real (doctores Lorenzo Galíndez de Carvajal, Corral, Guevara y Bernal, licenciados Acuña, Santiago y Girón), nobles como el duque de Béjar (número 40, págs. 219-220), y otros cargos eclesiásticos como el obispo de Ciudad Rodrigo Gonzalo Maldonado, junto a secretarios y letrados.

La familia del conquistador residente en España tiene una presencia importante en esta correspondencia. La encabeza su padre, Martín Cortés, que en dos cartas de 1520 y 1526 (números 1 y 3, págs. 101-107 y 110-117) recibe poderes para solicitar al rey mercedes de cargos públicos, pueblos de indios y también realizar la compra de materiales varios, animales domésticos y simientes de morera, ante el interés cortesiano por fomentar la obtención de seda en aquellas tierras americanas. Pero el principal receptor de esta correspondencia es, sin duda alguna, su primo, el licenciado Francisco Núñez, hermano de Pedro y Alonso de Paz, participantes en la conquista de México, al que escribió un total de 47 de ellas de forma directa, a las que se suman algunas más a través de otras personas. M.^a del Carmen Martínez, en las páginas correspondientes a estos dos familiares receptores (31-46), enriquece las biografías de ambos, con lo cual cubre parte de la propia historia de vida de Hernán Cortés hasta ahora sin rellenar.

Francisco Núñez se convirtió en el procurador de Cortés por excelencia ante la corte de emperador y, en unos años llenos de actividad y problemas para el conquistador, las continuas cartas y especialmente los que la editora denomina memoriales (1527, 1530 y 1531) dirigidos a este pariente, resultan básicos para reconstruir los intereses y la actividad cortesiana en esa curva cronológica que llega a su máximo punto en 1529, al recibir el marquesado del Valle de Oaxaca con pueblos y vasallos, y luego decae cuando pasa a ser un obstáculo para las nuevas propuestas políticas de la Corona en tierras mexicanas. Lógicamente, una relación epistolar tan continua y estrecha pasó por momentos difíciles, llegando ambos primos a acabar enfrentados ante los tribunales.

Por tanto, y como conocedora y reseñante de obras referidas a Hernán Cortés —entre ellas la que sigo considerando más valiosa, firmada por José Luís Martínez y publicada en México-Madrid por el Fondo de Cultura Económica y la Universidad Nacional Autónoma de México en 1990 (véa-

se mi reseña en *Historiografía y Bibliografía Americanistas*, XLIX, 2, Sevilla, 1990, págs. 252-253)—, considero que este libro pasa a incluirse en la lista bibliográfica de consulta obligada para profundizar en la historia de México hasta la desaparición de este conquistador.—M.^a JUSTINA SARABIA VIEJO.

Fiorucci F. y Klein M. (ed.): *The Argentine crisis at the turn of the millennium: Causes, consequences and explanations*, CEDLA, Amsterdam, 2004, 196 págs..

Numerosos observadores de la política latinoamericana, como Levitsky, Novaro y Palermo, sugerían hacia finales de la década de 1990 el inicio de una etapa de política post-crisis. El diagnóstico se fundaba en el “éxito” de las políticas de estabilización de precios y el final del ciclo de las denominadas “reformas estructurales” que abría las puertas a otras “de segunda generación” o institucionales. Se esperaba que el período de “estabilización” diera paso a una nueva etapa “posinflacionaria” presidida por una agenda interna más orientada a resolver problemas sociales y mejorar la “calidad institucional”. Pero a comienzos del milenio, la vulnerabilidad financiera se agudizó, disminuyeron las capacidades fiscales de los estados, sobrevino la recesión económica y el descontento social. Durante el período 1998-2003 buena parte de las democracias de la región se confrontaron con crisis financieras y económicas y un difundido malestar ciudadano con la representación política. Sin embargo, la naturaleza y el impacto de las crisis no ha sido el mismo en toda la región: mientras en algunos países la profundidad de las dificultades anuló de un modo tal los recursos de gobierno que se tradujo en la interrupción de mandatos presidenciales (p. ej. Argentina, Bolivia, Ecuador, Perú, Venezuela y Paraguay) en otros el impacto fue atemperado y pudo ser gestionado de un modo relativamente satisfactorio por los gobiernos (p. ej. Brasil, Uruguay).

La compilación de Flavia Fiorucci y Marcus Klein *The Argentine crisis at the turn of the millennium: Causes, consequences and explanations*, reúne una serie de contribuciones que abordan la crisis de 2001 en Argentina. La edición del libro es auspiciosa: la apuesta por la selección de una diversidad de perspectivas de análisis de la crisis asume la complejidad de los acontecimientos que se pretende explicar. Es muy difícil —como advierte Klein en el capítulo introductorio— y probablemente indeseable

abarcando todas las cuestiones en una sola publicación. La lectura del libro revela —una vez más— que no hay un abordaje privilegiado que agote las explicaciones de las crisis.

La contribución del historiador Luis Alberto Romero que abre el volumen colectivo —*The Argentine crisis: a look at the twentieth century*— nos ofrece un relato sintético y apasionado del desenvolvimiento histórico del estado y la sociedad argentina a lo largo del siglo XX. No podemos comprender la crisis de 2001 sin observar y revisar detenidamente los acontecimientos que nos trajeron a ella, pareciera decirnos el autor. Romero organiza su mirada al siglo XX en dos grandes etapas impregnadas de claroscuros. Primero nos enseña lo que denomina la Argentina vital, pujante y conflictiva, a través de los diferentes papeles que cumplió el estado como creador de la nación. Y luego, ofrece un relato de su decadencia. La generación de distintos patrones de crecimiento económico y desarrollo social a partir de 1880 inaugura la etapa sanguínea, de vitalidad estatal: la conquista y distribución de tierras de grandes dimensiones, la emisión de moneda poco ortodoxa, el desarrollo de un sistema educativo de excelencia, desde 1916 la creación de instituciones de regulación de la economía, y a partir de 1945 la generación de mecanismos de redistribución social. Es en el plano de la representación política donde se adivina —en el argumento de Romero— uno de las tensiones históricas de la Argentina que estallan con la crisis: el principio democrático de soberanía popular e igualdad ha sido más débil que el de los intereses organizados que confrontaban y negociaban de un modo “colusivo, normalmente corrupto” (p. 19). Esto se expresó en la vocación hegemónica impulsada por los liderazgos que animaron la vida política del siglo XX —Hipólito Yrigoyen y Juan Domingo Perón— que erigieron formaciones políticas por encima de la institucionalidad constitucional: los partidos se autoconcebían como la encarnación de los intereses de nación. Romero señala el proceso de instalación de las FFAA en el centro de la vida política —como depositarias y garantes de los supremos valores de la nación— a la vez como síntoma y reforzamiento de la debilidad de las instituciones para procesar los conflictos políticos. El “proceso de reorganización nacional” iniciado en 1976 es, para Romero, el comienzo de “la Argentina de la decadencia” (p.30) que culminará en la crisis económica, política y social de 2001. La forma republicana recuperada en 1983 está atravesada por una paradoja: cuenta con actores capaces de fortalecer las instituciones de la competencia política mediante elecciones limpias abiertas y regulares pero no puede recomponerse del legado

económico de la dictadura cuyas políticas la habrían condenado a una dependencia extrema del capital financiero, un estado profundamente endeudado, un sistema productivo en ruinas y altos niveles de desempleo (p.30).

La apuesta de Romero por una síntesis histórica capaz de poner en perspectiva la crisis de 2001 abre paso a estudios menos abarcadores y con una pretensión de exploración exhaustiva. El artículo de Lucas Llach “*A depression in perspective: the economics and the political economy of argentina’s crisis or the millennium*” pone a prueba las explicaciones económicas que procuraron dar cuenta de la crisis económica que involucró “la mayor caída del PIB que sufrió una economía capitalista en tiempos de paz al menos desde la segunda guerra mundial” (p.40).

Llach evalúa y sopesa cinco variables independientes que se utilizaron para explicar la crisis durante la década de 1990 y concluye que ninguna puede explicar en si misma su profundidad. Un primer contraste con Romero lo constituye la ponderación de la capacidad explicativa del conjunto de las políticas neoliberales. Llach muestra que no hay evidencias para afirmar que la recesión tan profunda tenga como causa la desregulación, las privatizaciones o la apertura comercial. En cuanto a la explicación basada en la vulnerabilidad a los *shocks* externos, Llach admite que justificaría una recesión económica pero es insuficiente para explicar una caída del PIB de 40 meses consecutivos. El tercer elemento que suele mencionarse como causa de la crisis es la apreciación cambiaria que incentivaba la fijación del tipo de cambio. Sobre esta hipótesis Llach señala que el sistema de convertibilidad funcionó adecuadamente incentivando un alto crecimiento mientras los precios internos bajaban, la productividad aumentaba y los precios de las exportaciones se mantenían en niveles altos. El problema, explica Llach de un modo convincente, no es tanto la apreciación cambiaria como la amplificación de las fluctuaciones derivadas de la rigidez del tipo de cambio fijado que se expresaban en un aumento mayor de la tasa de interés en tiempos de expectativas económicas menos favorables. La dolarización de los contratos financieros y la deuda pública había vuelto muy vulnerable el sistema de convertibilidad: en un contexto desfavorable las expectativas de devaluación alimentarían las profecías autocumplidas de una corrida bancaria y una suspensión de pagos de la deuda. En cuarto lugar, Llach muestra las debilidades de la explicación que sostiene que fueron altos *deficits* públicos insostenibles en el largo plazo que indujeron un alza de las tasas de interés (Mussa, 2002) los que produjeron la crisis: has-

ta 1997 la deuda pública era el 34,5% del PBI (menor que numerosos países) y entre 1991 y 2001 el *déficit* público estuvo —salvo por el agujero intertemporal de la seguridad social— en niveles muy bajos. Finalmente, una última explicación de la crisis se atribuyó a un cambio súbito a partir de 1998 de las expectativas de los actores que se habían moldeado en percepciones de bienestar elevadas inauguradas por el proceso de reforma económica durante la década de los noventa. Sin embargo, Llach relativiza esta hipótesis en tanto no puede afirmarse que las percepciones eran tanto más grandes que en otras economías. La conclusión de Llach es que en tanto la mayoría de los elementos mencionados estaban presentes también en otros países estos no pueden explicar por sí mismos la profundidad de la recesión en Argentina. El carácter distintivo que explicaría la naturaleza destructiva de la crisis es la combinación de estos elementos presentes en otros países (apertura a flujos de inversión extranjeros, déficit fiscal, etc.) con el tipo de cambio fijo.

Ahora bien, ¿por qué, entonces, el gobierno argentino no abandonó la convertibilidad? Llach lo atribuye a una lógica perversa del *currency board*: en tiempos buenos nadie cuestiona un régimen responsable del crecimiento y la estabilidad de precios —y cuando se especuló modificarlo los mercados reaccionaban violentamente con una corrida bancaria—; en tiempos desfavorables, la salida de la convertibilidad solía percibirse como una capitulación a las presiones de mercado y su abandono amenazaba con provocar una crisis financiera y bancaria masiva.

La variable cambiaria es también uno de los elementos explicativos que presenta Laura Gómez Mera para dar cuenta del declive del MERCOSUR —luego de la devaluación brasileña de 1998— y la supervivencia del bloque regional luego de la crisis argentina de 2001. En *Explaining MERCOSUR's survival after the Argentine crisis*, Gómez Mera atribuye la crisis del MERCOSUR a dos factores: 1) el deterioro de las condiciones macroeconómicas y financieras a nivel internacional, y 2) la incompatibilidad de la política cambiaria a partir de 1999 (flotación en Brasil y fijación en Argentina). Su efecto combinado impactó negativamente en los niveles de intercambio comercial y de inversión y generó problemas de política económica doméstica que amenazaron la sustentabilidad política del proceso de integración. Esto último se explica por las demandas de protección causadas por la expectativa de un incremento de importaciones que podría dañar intereses domésticos, que induce un espiral conflictivo de reversión proteccionista. El endeudamiento en dólares de buena parte de los grupos

económicos afectados en Argentina orientaba las demandas hacia compensaciones arancelarias y fiscales que minaban las sustentabilidad del MERCOSUR y de la propia política económica. Esto a su vez erosionaba el margen de maniobra del gobierno argentino que, atenazado entre las demandas sectoriales y los constreñimientos regionales, carecía de herramientas a su alcance.

Este cuadro negativo cambia radicalmente con las modificaciones económicas introducidas en Argentina durante la gestión de la crisis y los recambios de gobierno pos-crisis en ambos países. La superación de la incompatibilidad cambiaría luego de la devaluación argentina de comienzos de 2002, el cambio en el escenario internacional —marcado por el unilateralismo norteamericano y la disminución de flujos financieros hacia mercados emergentes—, y la convergencia ideológica y estratégica de los nuevos presidentes argentino (Néstor Kirchner) y brasileño (Lula da Silva), son los tres elementos que en distinto grado parecieran contribuir, según Gómez Mera, a un fortalecimiento progresivo del bloque regional.

Las contribuciones politológicas del libro están a cargo de Mariana Llanos y Sebastián Saiegh cuyos trabajos se interrogan por los cambios y continuidades en el sistema de partidos, y por las razones del éxito y fracaso de la iniciativa presidencial en la arena legislativa respectivamente.

El planteamiento de Llanos en *From De la Rúa to Kirchner: The beginning of a new political cycle in democratic Argentina* está guiado por dos interrogantes de partida: ¿por qué el clima político emergente en 2003 que pareciera abrir un nuevo ciclo político en la política argentina no estuvo encabezado por un colapso del sistema de partidos como la crisis del 2001 parecía anticipar? Y aún más importante ¿Por qué y de qué modo fue conducida por uno de los dos partidos tradicionales?

El argumento desarrollado por Llanos muestra que la explicación de la renovada vitalidad del peronismo luego de la crisis y la postergación del radicalismo a un nivel distrital debe buscarse en sus fuerzas relativas para ganar elecciones, gobernar y responder de manera satisfactoria a situaciones críticas. El contraste entre los dos partidos tradicionales muestra que la eficacia electoral del PJ se funda en la fortaleza de los lazos con su base social tradicional y su capacidad para ampliarse. Mientras que la base social de la UCR estuvo tradicionalmente asociada a estratos medios y medios-altos que suelen ser más críticos e independientes. Otro elemento que destaca Llanos es la mejor *performance* del PJ asociada a la influencia mayoritaria y partidista de las reglas electorales, sobre todo en las provin-

cias menos pobladas, cuyo efecto también pareciera haber contribuido a desafiar la consolidación de partidos nuevos. La elección de representantes para el Senado —una combinación de mayoritarismo y paridad— suele traducir regularmente una cámara controlada por el PJ. En el caso de la Cámara de Diputados ésta reproduce la fragmentación (por la aplicación del sistema proporcional) pero las provincias de menor población suelen tener una lógica mayoritaria. En consecuencia los presidentes de la UCR en general han gobernado con el PJ como mayoría en ambas cámaras creando serios problemas de gobernabilidad. Adicionalmente, Llanos destaca —en contraste con la institucionalización y rigidez de la UCR— la flexibilidad de la estructura interna PJ y la jerarquización fluida que parecieran explicar su capacidad para transformarse en un partido *catch all* y realizar giros programáticos manteniendo un apoyo electoral muy significativo. Estas ventajas comparativas le permitieron al peronismo conservar un poder institucional clave para gestionar la sucesión posterior a la caída de De la Rúa.

En cuanto a la evolución presente y futura de la política argentina el trabajo de Llanos sostiene que el modo en que actuó el nuevo presidente Néstor Kirchner durante los primeros meses de su mandato —produciendo acciones dirigidas a una mayor transparencia de organismos cuestionados e interviniendo en las elecciones provinciales— reforzó su posición y pareciera augurar la moderación de las conductas oportunistas en el PJ desatadas durante el gobierno de emergencia de Eduardo Duhalde. Esta presunción se apoya en tres elementos: 1) peronistas y gobernadores en particular tienden a respetar al líder nacional una vez que mostró habilidades para ejercer la autoridad, 2) los líderes peronistas no tienen incentivos para competir una vez que están en el gobierno y menos aún en ausencia de elecciones sobre la sucesión presidencial, y finalmente 3) los gobernadores necesitan de los fondos nacionales que el presidente tiene el poder de distribuir.

La relación entre la política nacional y provincial y la influencia de ésta última sobre el margen de maniobra del presidente es abordada en el capítulo escrito por Saiegh. En *The “sub-national” connection: legislative coalitions, cross-voting and policymaking in Argentina*, Saiegh prueba que la fortaleza del vínculo de los legisladores nacionales con los jefes políticos provinciales es una fuente de incertidumbre para las iniciativas legislativas presidenciales. El argumento se basa en el carácter opaco de las preferencias de los legisladores que induce mayores costos a la formación de

coaliciones legislativas ganadoras desde el Ejecutivo. Esto explicaría los problemas que tienen los presidentes en condiciones de fuerte limitación de recursos para evitar que sus proyectos de ley sean derrotados: el costo de las compensaciones necesarias puede ser mayor a las capacidades del gobierno. Esta debilidad presidencial en la arena legislativa incentiva el uso de recursos alternativos —vetos y decretos— y, por lo tanto, aumenta la propensión al conflicto entre ejecutivo y legislativo. La identificación de la “conexión subnacional” —la influencia de los gobernadores sobre los legisladores nacionales— echa luz sobre el origen de las dificultades para aprobar leyes de fuerte impacto sobre los recursos de los gobiernos provinciales, en especial ilumina el recurrente fracaso de las reformas —como la fiscal— que precisan de un amplio consenso legislativo.

La contribución de Javier Auyero resume los cambios en las expresiones de protesta social surgidas durante la década de 1990 —que animaron una prolífica literatura sobre nuevas formas de protesta— y analiza dos casos que ilustran las formas divergentes de un fenómeno novedoso. En *What are the shouting about? The means and meanings of popular protest in contemporary Argentina*, Auyero muestra el grado de diversidad de estos episodios en los que pueden estar presentes redes clientelares —en el caso del estallido en la ciudad de Santiago del Estero— o partidos políticos —es el caso de la protesta en la ciudad de Cutral-Co— con diferente grado de influencia sobre la naturaleza y el desenvolvimiento de la protesta. Esto revelaría que la frase más entonada de la crisis argentina (“que sex vayan todos”) no representa todos los lazos que siguen existiendo entre las estructuras de movilización, rutina política, y redes clientelares.

El artículo de Auyero da cuenta de un contexto de cambios estructurales con diferentes respuestas locales distinguidas por el peso relativo de las redes asociativas y las estructuras de movilización, los cambios en las alianzas políticas, las rutinas políticas y, finalmente, las experiencias colectivas de la protesta en si misma. La sintonía fina y la profundidad de las descripciones del artículo construyen un relato capaz de elaborar con claridad el contraste y el alcance de la distinta autopercepción de los actores: “pueblo honesto” que personaliza su lucha contra la “clase política corrupta” en el estallido santiagueño o como parte de un “pueblo amenazado”, en Cutral-Co, por decisiones del nivel provincial y nacional. Auyero conecta de manera convincente la autopercepción de los actores con el significado que toman las acciones: en Santiago del Estero se personaliza el objeto de la protesta como castigo a las prácticas encarnadas

en políticos, y en Cutral-Co el objeto de la protesta es conseguir que las autoridades provinciales y nacionales tomen en cuenta la opinión de los ciudadanos afectados.

En el capítulo final de la compilación —*Fascinated by failure: the “bestseller” explanations of the crisis*—, Flavia Fiorucci realiza un análisis del mercado de interpretaciones de la crisis enriquecido por un inteligente contraste con algunos de los referentes de la tradición ensayista hispanoamericana en Argentina. La muestra que elige la autora divide aguas entre los libros que alcanzaron mayor venta y resonancia en el espacio público-mediático. Distingue las explicaciones de la crisis en dos categorías: las culturales —expresada en los libros de Marcos Aguinis, Mariano Grondona y Carlos Ulanovsky— y las de orden antiimperialista —basada en las publicaciones de María Seoane, Mario Rapoport y Mario Cafiero y Javier Llorens. Fiorucci muestra que la distancia ideológica que las separa no impide que exista una suerte de relato maniqueo común: la imagen del paraíso perdido como construcción de un pasado añorado y el horizonte de un futuro prometedor —pese a las desgracias y amenazas persistentes— son elementos presente en los relatos de unos y otros. Una suerte de antropología negativa del argentino —como alguien de cuya conducta cabría avergonzarse—, carente de valores para el capitalismo y pesimista por naturaleza son los rasgos de un sujeto único que prefiguran las explicaciones culturales: se trata —nos dice Fiorucci— de un tipo de pseudo-explicaciones cuya concepción difusa de los argentinos, a la vez como culpables y víctimas de sí mismos, diluye la atribución de responsabilidades políticas internamente. En cuanto a las interpretaciones antiimperialistas, Fiorucci también destaca el modo en que construyen su argumento alrededor de la búsqueda obsesiva por hallar un culpable. En este caso es el sistema capitalista global que a través de los poderes económicos y en complicidad con las elites dirigentes somete al país a través de la deuda externa y las políticas de liberalización. Esto, nos muestra la autora, no hace más que obturar la comprensión y las posibilidades de dar una explicación de la crisis con alguna consistencia al tiempo que constituye una degeneración de la tradición ensayística argentina.

En suma, el libro editado por Fiorucci y Klein nos ofrece una variedad de enfoques complementarios que piensan el pasado reciente con herramientas de análisis capaces de comprender las raíces históricas de la crisis y los procesos políticos, económicos, sociales y culturales que la atravesaron.—NICOLAS CHERNY.

Glave, Luis Miguel: *La república instalada. Formación nacional y prensa en el Cuzco 1825-1839*, IEP, Lima, 2004, 251 págs. Réplica del autor a la reseña de Pedro Guibovich publicada en *Anuario* 62, n.º 1, 2005, págs. 329-332.

Veo con sorpresa en las páginas de esta revista (*Anuario* 62/1) una nota crítica a mi libro *La república instalada. Formación nacional y prensa en el Cuzco 1825-1839* (IEP, Lima, 2004) firmada por Pedro Guibovich Pérez. Me sorprende porque no tenía noticia del interés del reseñador, conocido más por sus estudios inquisitoriales y sobre la censura de libros en el virreinato peruano, que por los temas tratados en mi libro. Me llama la atención también el lugar editorial que buscó para entregar su comentario y, finalmente, me resulta llamativa la manera como construye su reseña para concluir que este libro es “un limitado aporte a la historiografía del Cuzco republicano”.

Podría ser loable que luego de que algunas escuelas de historia en el Perú, hace relativamente poco tiempo, negaran la importancia de la reflexión teórica dentro del quehacer historiográfico, descartando ese interés para la sociología que era tenida por secundaria o no histórica, ahora es la precisión conceptual un punto nodal de las inquietudes que por ejemplo esta reseña nos parece mostrar.

Le parece impreciso al crítico el uso que hago de los conceptos. Incluso el crucial y central de espacio público que encuentra tiene en mi libro un valor polisémico. Sin duda que para un lector como el que me reseña sería necesario hacer un mayor esfuerzo de pedagogía conceptual.

Escribían Guerra y Lempériere en la introducción a un conocido libro sobre el tema, que el uso de la palabra público “es tan común y tan central en el análisis de la vida política y cultural en la época de transición a la modernidad que se olvida demasiado a menudo su polisemia y su historicidad”. El término evoca “la cosa pública de los romanos”, la publicidad, califica la opinión como habla de los poderes públicos, y mucho más. Terminan señalando que “lejos de ser sólo el calificativo neutro y cómodo de un “espacio” o de una “esfera” que se opone siempre...al campo de lo privado...el público es al mismo tiempo el objeto y el sujeto de la política”.

El espacio público es aquel en el que se forma y desarrolla una opinión pública. En la historia de la cultura política, esos espacios fueron lugares. Esta idea se refiere a *lugares* no en el sentido de *momentos* o creacio-

nes sociales sino lugares físicos: sitios, recintos, puntos de encuentro. En la Grecia de las ciudades-estado, el espacio material del ágora coincidía con el lugar de expresión y formación de la opinión pública. Así lo recuerda M. Augé el antropólogo de los no-lugares en la sociedad actual. Fue ese el mismo papel que los estudiosos de la historia de la comunicación han encontrado jugaban e incluso juegan, lugares como los mercados en Marruecos, para no mencionar el conocido caso de los cafés, teterías y, en el mundo andino, como señalo en mi texto y otros han descrito también, las “chicherías” y tambos que eran los mesones andinos. En mi introducción al libro, donde recojo mi comentario final a la compilación *Del pliego al periódico*, comenté el caso del *árbol de Cracovia*, viejo y frondoso ubicado en el corazón de París en los jardines del Palacio Real, un “árbol de la verdad” como también lo conocía la tradición, del que Robert Darnton nos dice era donde había que ir en el París pre-revolucionario para enterarse de las “noticias”, allí los espías diplomáticos recogían rumores o datos y también allí los sembraban.

En la introducción y en el capítulo primero hago un esfuerzo por presentar una arqueología de lugares, físicos y sociales, a través de los cuales se fue gestando la opinión pública hasta la aparición del periódico que es el medio que protagoniza la historia que quiero contar. En esa génesis hay que establecer los mecanismos de retroalimentación entre lo que se escribe y lo que se dice, ambos momentos de la comunicación son fuentes uno del otro y viceversa. En sociedades muy orales como la andina, la historia es muy rica en cuanto a esta crucial relación que genera las ideas que circulan, las imágenes que representan la sociedad y finalmente, la opinión pública en una ciudad y en un país. La explosión de la prensa periódica, la circulación de hojas más numerosas y a mayor velocidad, fundó el espacio de los *medios* y algunos piensan incluso que se inventó la opinión pública. Menciono en mi estudio muchos puntos de vista de historiadores sobre las formas de la lectura y la manera cómo la idea de que no se leía o la lectura estaba limitada a ciertos cenáculos, es errónea. Una revisión de la bibliografía de la compilación *Del pliego al periódico* le puede ayudar a conocer la unanimidad que hay respecto a este aspecto soslayado por visiones estrechas de la historia cultural. Lo que hago en mi libro es presentar un estado de la cuestión al respecto y, siguiendo un derrotero firme y probado en muchos lugares de esa misma época de transición a la modernidad, rastrear en los artículos, los *remitidos* y noticias de los periódicos, las formas de ese trasvase entre lo dicho y lo escrito. Eso es más que sólo “enunciar” el

tema y no documentarlo como pretende Guibovich. Hay tópicos tan enraizados que ni mucha escritura logra acabar con esos dichos, tal vez porque es más en estos tiempos que en aquellos cuando no se lee o se lee con poco interés y aprecio.

En el caso de la historia cuzqueña que refiero a través de la prensa, efectivamente, los espacios públicos donde se creaba la opinión fueron las plazas, las fondas, cafés y peculiarmente, las corridas de toros que tuvieron gran protagonismo en la definición de lealtades, de alianzas y desencuentros al punto que alguna generó un conflicto internacional entre Bolivia y Perú. Finalmente desde luego, todos estos espacios confluyen en el periódico que recoge y a la vez alimenta las noticias que circulaban y se generaban en esos lugares que se hacen espacios públicos. Los anónimos “cronistas” urbanos de los periódicos escribían desde los portales de la plaza mayor del Cuzco y desde los de la del Regocijo, verdadera o ficticiamente, nos trasladan a los corrillos urbanos, *El Duende* de los soportales del espacio central de la ciudad es la concreción de ese ir y venir de las nuevas entre la prensa y la calle. Otros periódicos son más elitistas en su mirar y se denominan *Atalaya*, otros son como el *Correo de encomiendas* haciendo un laborioso trasiego de chismes, acusaciones, infundios y siempre proponiendo unas maneras de ver el mundo, la sociedad y la historia. En eso se detiene mi libro, rastreando cómo se hace un espacio público en las páginas de la prensa y a través de ellas en las calles de la ciudad y en las conciencias de sus habitantes.

Podría ser una virtud de mi lector el que detecte sin saber que lo hace la naturaleza de los espacios públicos, el problema es que piensa que ese es un error. Tampoco entiende el uso que hago de otros conceptos como mentalidad, identidad e historia cultural, pero tal vez si lee con aprecio, descubrirá otros tantos caminos para pensar los conceptos como al sorprenderse por la polisemia de los espacios públicos.

También le sorprende a Guibovich que cite a Jorge Basadre para llamar la atención sobre la importancia de usar la prensa regional que sigue siendo una asignatura pendiente de la historiografía peruanista. Como Basadre escribió esto en 1971, parece que los años siguientes acabaron con esa falta y se ha producido dice el reseñador un “boom” de estudios regionales en los cuales la prensa ha sido una fuente muy utilizada. Añade que además las colecciones están muy a la mano, como por ejemplo según nos dice en la mejor colección de periódicos del siglo XIX que existe que es la de la Universidad Católica y su Instituto Riva Agüero.

El lector que pueda seguir el candoroso consejo de Guibovich y consulte por internet el catálogo de esos fondos, encontrará al buscar periódicos peruanos del siglo XIX que efectivamente, la colección es magnífica, gracias al aporte de la biblioteca privada que donó Félix Denegri Luna. Sin embargo, una colección de periódicos del Cuzco como la que inventarié y catalogué en la biblioteca de la Universidad San Antonio Abad, no existe. Hay números sueltos o colecciones incompletas, en las principales bibliotecas, que por supuesto consulté para hacer el catálogo que publiqué por la Fundación Mapfre en 1999 y en otra versión en el Centro Bartolomé de la Casas del Cuzco ese mismo año. Al confirmar que esa colección era única en relación a esa ciudad concreta (e incluso con prensa puneña, arequipeña, tacneña y paceña) me animé a hacer una pequeña prospección en el caso de Ayacucho. Allí también, la colección de la biblioteca del convento franciscano es única, está en peligro de perderse y desde luego todavía no ha sido convenientemente explorada. Mi esfuerzo con los fondos cuzqueños tal vez contribuya a que estos no se pierdan. La colección, que fijé y difundí todo lo que pude, luego de varios años de trabajarla, me animó a convertir mis exploraciones en un libro que aportara al conocimiento de la historia cultural del Cuzco republicano.

No puedo afirmar que los casos ayacuchano y cuzqueño sean generalizables, pero sospecho habrá otros y que entonces, lo que afirmé en mi libro y lo que escribió Basadre en 1971 sigue siendo válido. Desde luego que siempre la prensa es una fuente que se usa en los estudios regionales y sólo lo que haya en la Biblioteca Nacional y ahora en la de la Universidad Católica, es ya un venero irremplazable de noticias, datos y pistas para todo tipo de estudios. Sin embargo, hay más que rescatar y difundir sobre la historia de la prensa propiamente dicha. Eso es lo que he hecho.

La autoridad que Guibovich quita a mi cita de Basadre, parece concederla a un artículo de Charles Walker que menciona como su valedor para decirnos que este autor contó treinta y cuatro periódicos en Cuzco entre 1825 y 1837. Si el lector revisa en qué fuentes se basa Walker para hacer el conteo con que Guibovich empieza su crítica, verá que son unos estudios hechos por Denegri Luna y un profesor cuzqueño Cahuata Corrales, al que Denegri contribuyó a difundir fuera de los marcos de la ciudad de Cuzco. En el catálogo que de la colección cuzqueña confeccioné en 1999 el lector puede encontrar qué periódicos eran esos, cuáles existen físicamente, qué duración tuvieron, cuáles se han perdido o de cuáles

sólo existen algunos ejemplares. Es más, si van a hacer un estudio sobre la prensa cuzqueña y sobre el Cuzco en base a la prensa, encontrarán esos catálogos como la guía que se usa en la hemeroteca cuzqueña y si entran en la página web de la PUCP, aparecerán esas mis publicaciones en los primeros registros que usted verá reflejados si busca periódicos peruanos del siglo XIX.

Como si estos esfuerzos por contribuir a difundir un capital documental no existieran y como si el autor fuera un desconocido principiante entrometido, nuestro crítico empieza su reseña saludando la importancia central del Cuzco en la historia republicana y dándonos unos sesudos párrafos que ocupan el cuarto de su nota en los que se coloca desde la atalaya de un experto conocedor. Pero el que tenga información sobre la historiografía peruanista podrá comprobar revisando las publicaciones sobre esta ciudad y su región, qué lugar ocupa cada quien en el estudio de la formación de una identidad en Cuzco.

Es a ese esfuerzo, en el que el autor lleva más de veinte años, al que quiere sumarse *La república instalada*. Por eso es que consideré que era pertinente difundir en un relato que trajera alguna novedad de perspectiva, los hallazgos que hice entre esos papeles impresos que ayudé a fijar y conservar. Al catálogo mencionado y su estudio preliminar, añadí varias publicaciones sueltas, a manera de crónicas históricas que difundí en revistas regionales y nacionales y luego junté en un librito que denominé *Páginas cuzqueñas* y que fue publicado por la municipalidad del Cuzco. Algunos episodios de esas páginas eran conocidos someramente pero reconocidamente importantes para la historia regional y nacional, unos fueron caros por ejemplo a don Félix Denegri Luna. Luego, con esa experiencia y la seguridad del interés del tema, coordiné y prologué una publicación colectiva que denominamos *Del pliego al periódico*, donde reuní ensayos de historiadores de diversos países de América Latina y apareció como el N.º 3 de la revista *Debate y perspectivas* que publica también Mapfre Tavera. Sumé esos trabajos y los convertí en este libro, poniendo el aparato bibliográfico que las crónicas históricas que había publicado como difusión no tenían. Hay muchas razones para publicar un libro, como desde luego para hacer una reseña.

Sólo las noticias acerca de José Domingo González de Matos, escritor cochabambino que fundó *El Duende*, uno más de una dinastía de esos espíritus fantásticos que se hicieron célebres en el periodismo que he tratado de documentar en mi libro, merecen la atención de quien esté intere-

sado en la historia del periodismo, de la literatura y de la historia político cultural del Cuzco republicano. Sus intercambios con Francisco de Miranda y Vengoa, un gaditano capitulado que fue el alma del periodismo de la ciudad, no sólo tienen el sabor de la querrela ingeniosa sino que atienden al sentir cotidiano de lo que era la fundación de la república, su razón y su destino. Las *letrillas* y contenidos del *Fiera Bras*, una pequeña joya de la literatura nacional, cargado de representaciones de la nacionalidad que por entonces se imaginaba. Las noticias acerca de José Palacios, más allá del *Museo Erudito* —cuya importancia en la historia del periodismo y las primeras aportaciones a la idea del Perú ya está reconocida— en la polémica que sostuvo desde *La Brújula* con el guatemalteco Antonio José de Irisarri, autor de *La Pajarotada*, una pieza central del inicio de la literatura boliviana, nos conducen por el derrotero de la agitación política que acompañó a la formación de la Confederación Perú Boliviana. Algunas noticias teníamos, pero muchas más eran inéditas hasta donde llegaron mis esfuerzos por investigar el estado de la cuestión al escribir el libro.

Se ha escrito bastante ya sobre ese experimento fracasado que fue la Confederación Perú boliviana, pero sigue siendo un tema abierto, sobre el que hay que volver para conocerlo en su verdadera dimensión. Dice Guibovich que el libro termina “de modo abrupto” con las noticias del fin de la Confederación. Abrupto fue el fin de la Confederación: tres cortos años de un experimento de envergadura, donde se cruzaron en dramático final las biografías de dos fundadores nacionales como los mariscales Gamarra y Santa Cruz. La historia que cuenta *La república instalada* es la que sale del cotidiano del pueblo y se refleja en la prensa, no es la historia política tradicional, ni la mera opinión acerca de si hubo o no un sentimiento anti boliviano en la ciudad. Es el relato de la forma como se percibió el proceso en los espacios públicos. Los sucesos nos muestran cómo se inclinó la balanza en contra de esa posibilidad de país andino de países. Por eso la asonada del Señor de los Temblores, que fue motivo de un capítulo de la primera novela peruana escrita por Narciso Aréstegui, se documenta con la prensa local, aportando algunos elementos al conocimiento de la manera como se manifestó ese proceso confederal y nacional al nivel de la ciudad y sus pobladores. Por lo mismo y por supuesto narramos las celebraciones del natalicio de Gamarra y las corridas de toros que fueron sucesos históricos de primer interés en este tema de la creación de una sensibilidad nacional y sus características.

No son estas de ninguna manera noticias desdeñables, ni su presentación incoherente como pretende Guibovich. Son relatos que se construyen con las páginas de los periódicos y que siguen un orden cronológico y coyuntural hasta el fin de la Confederación. Los actores son los periódicos, así lo escribo en la introducción, parafraseando unas afirmaciones que tomo de una entrevista que hice a F-X Guerra para la compilación *Del pliego al periódico*. Tampoco lo entiende Guibovich, pero no es tan complicado, sólo significa que es a partir de ellos que hacemos la trama, éstos son expresión de una tendencia, un estilo, de un grupo cultural o corporativo, son ministeriales u oficiales, tienen distintos tipos que se analizan como base del relato. Pero detrás de ellos, los personajes son también los que los escriben, a los que hay que descubrir las más de las veces del anonimato, y en el fondo, lo que interesa fundamentalmente es saber algo sobre aquellos de los que se escribe, el *pueblo*, el *público*, en el escenario de la ciudad, de la región y del país en construcción. Son varios temas que aparecen, en el orden de los periódicos, las coyunturas y los personajes. Sobre esto no parece tener nada que decir la reseña. En un párrafo, el crítico pasa ojos por el índice y encuentra incoherentes unos capítulos. Si lo lee con atención encontrará alguna coherencia, que no tiene que ser la suya, tal vez afortunadamente si consideramos que desde su torre vigía alcanza a despachar el primer capítulo como confuso. Si la labor del reseñador fuese decir si le gusta un libro o no, vaya y pase, pero si no entiende algo, por confuso que sea, justamente se trata de su arte de reseñador. Hay también malas artes.—
LUIS MIGUEL GLAVE.

González Dávila, Gil: *Teatro Eclesiástico de la primitiva iglesia de las Indias Occidentales, vidas de sus arzobispos, obispos, y cosas memorables de sus sedes (Nueva España)*, Tomo I, Edición, introducción, notas e índices de Jesús Paniagua Pérez y M.^a Isabel Viforcós Marinas, Fijación y traducción de textos latinos de Juan Francisco Domínguez Domínguez, Universidad de León-Junta de Castilla y León, Consejería de Cultura y Turismo, 2004, 656 págs., relación de Fuentes y Bibliografía, Índice onomástico y toponímico.

Este autor fue nombrado cronista mayor de Indias hacia 1642 y antes de mediado el siglo XVII ya tenía terminada la elaboración de su *Teatro Eclesiástico ...* (publicado en 1649), con la pretensión de abordar el estudio

de la iglesia en Hispanoamérica en su conjunto, aunque sus dimensiones hicieron que la obra se dividiera en dos tomos, correspondientes a Nueva España —el que aquí se reseña— y al Perú. La Universidad de León, dentro de la “Colección Tradición Clásica y Humanística en España e Iberoamérica”, nacida en el año 2000, a imagen y semejanza de la ya consolidada “Humanistas españoles”, para acoger las obras, autores y estudios que por época y estilo excedían el marco del humanismo, pero que podían considerarse sus herederos, ha incluido la extensa obra de González Dávila, manteniendo la división en dos tomos, con el objetivo de poner al día, en una edición revisada y anotada, este texto de consulta clásica para los historiadores, no sólo los dedicados al estudio de la iglesia americana en los dos primeros siglos de presencia española en el Nuevo Mundo.

El resultado primero, en el 2001, fue la aparición del T. II del *Teatro eclesiástico de la primitiva iglesia de las Indias Occidentales, vidas de sus arzobispos, obispos y cosas memorables de sus sedes en lo que pertenece al reino del Perú*, y tres años después ha visto la luz este primer tomo, dedicado al ámbito del virreinato novohispano. Existían ya otras ediciones de esta parte de la obra de González Dávila: la realizada en 1949 por el editor José Porrúa Turanzas en dos volúmenes, y otra facsimilar, acometida en México en 1982, con introducción de Edmundo O’Gorman, pero era, sin duda, necesaria esta nueva impresión anotada y puesta al día, que con seguridad se convertirá en un útil instrumento para todos los estudiosos de temas americanistas y, como ya se ha indicado, especialmente de los vinculados a la historia de la Iglesia en Hispanoamérica.

Este tomo consta de una elaborada introducción y en ella sus editores Paniagua Pérez y Viforcós Marinas, además de ofrecer sustanciales datos sobre la historia del vida del que fuera cronista real desde 1617 y de Indias a partir de 1643, hacen interesantes aportaciones sobre la génesis de la obra y las fuentes manejadas para su elaboración, básicamente relaciones enviadas desde Indias y, sobre todo, historias eclesiásticas de las órdenes involucradas en el proceso evangelizador hispanoamericano. Comprende también el estudio introductorio una clarificadora reflexión sobre el concepto de historia de Gil González Dávila y una ponderada valoración de su obra, concluyendo con una relación completa de las publicaciones debidas a su pluma.

Se reproduce aquí, incluso en su parte gráfica, la que salió de los talleres del impresor Diego Díaz de la Carrera, en Madrid, allá por 1649. Su estructura sigue el modelo repetidamente ensayado por Gil González

Dávila en los diferentes y previos *Teatros* de las iglesias de las dos Castillas. Se inicia con una dedicatoria a Felipe IV, a la que siguen las preceptivas licencias, tasas y aprobaciones, más una relación de erratas, y se organiza por diócesis, cada una de las cuales se concibe como un capítulo independiente. El primero y más extenso se dedica a México y le siguen otros trece correspondientes a los obispados de Puebla, Michoacán, Guatemala, Guadalajara, Chiapas, Yucatán, Oaxaca, Nicaragua, Nueva Vizcaya, Santo Domingo, Cuba, Puerto Rico, Venezuela y Honduras. No hay homogeneidad ni en la extensión, ni en el tratamiento, aunque en todos ellos la materia principal la constituye la relación de los preladados titulares desde su erección hasta el momento de la composición de la obra, a modo de historia biográfica de cada obispado.

Concluido el estudio de las diócesis y fiel al carácter de historia eclesiástica con el que se concibe, González Dávila ofrece una breve relación de santos canonizados en Indias, que limita a cuatro jesuitas martirizados en Oriente, y otra, algo más extensa, en la que reseña los nombres de los que estaban en proceso de beatificación y canonización en tiempos de Felipe IV. Y tal vez por ese carácter acrítico y acumulativo que los autores de la edición señalan como rasgos propios de su concepción histórica, concluye el tomo con dos capítulos que tienen poco o nada que ver con su materia y más bien responden a su carácter de cronista-funcionario de la Corona: un listado de los componentes del Consejo de Indias en 1649 y un "Índice y memoria de las cosas notables" en el que tienen cabida asuntos tan dispares como la riqueza de reliquias de los conventos madrileños o la boda del monarca con Mariana de Austria.

No es necesario insistir en la amplia y continuada utilización que de la obra de González Dávila se ha hecho, directa o indirectamente, a través de Dionisio de Alcedo y su *Diccionario Geográfico-Histórico de las Indias Occidentales*, pues prácticamente no hay estudio relacionado con la Iglesia o los preladados hispanoamericanos de la época colonial, que no albergue alguna referencia a ella. Esa mera constatación sería suficiente para justificar una nueva edición de la misma pero la que ahora reseñamos tiene el valor añadido que le confieren sus más de tres mil anotaciones, que la convierten, además, en un trabajo de minuciosa erudición por el volumen de consultas bibliográficas que denota, realizado por los editores-annotadores. Gracias a ellas no sólo se subsanan los errores, en ocasiones de bulto, del cronista, sino que también se clarifican y amplían las, a menudo, inexactas o vagas referencias incluidas por él.

Una amplísima relación bibliográfica precede al utilísimo índice onomástico y topográfico, en el que tenemos otra muestra de la paciente laboriosidad de los editores.

Fruto de la colaboración de los servicios de publicaciones de la Universidad de León y de la Junta de Castilla y León, este tomo —como el citado al principio— constituye una publicación seria por el trabajo de los investigadores que intervienen en ella y muy digna por la calidad de sus materiales y lo cuidado de su edición.—M.^a LUISA PAZOS PAZOS.

Llano Zapata, José Eusebio. *Memorias, histórico, físicas, crítico, apologéticas de la América Meridional*. Edición y estudios de Ricardo Ramírez Castañeda, Antonio Garrido Aranda, Luis Millones Figueroa, Víctor Peralta Ruiz y Charles Walker. Lima: Instituto Francés de Estudios Andinos y Fondo Editorial de la Pontificia Universidad Católica del Perú, 2005, 622 pp.

Después de un extenso periplo de poco más de cinco años, que se inició en Lima y continuó por Santiago de Chile, Buenos Aires y Río de Janeiro, el limeño José Eusebio de Llano Zapata llegó a Cádiz a inicios de 1756. Como muchos otros criollos, Llano Zapata viajó a la península movido por el propósito de obtener mercedes de la corona. En apoyo de sus pretensiones llevó consigo cartas de recomendación para personajes influyentes en la península, pero acaso la principal carta era su insaciable curiosidad y notable erudición. Comprensiblemente, en su equipaje llevó documentos, notas y apuntes sobre la historia, los recursos naturales, la fauna, la flora y la geografía de la América española. Este amasijo de textos, —convenientemente ordenado, escrito y completado con otra información científica e histórica— fue el germen del proyecto literario más ambicioso e importante de Llano Zapata: las *Memorias, histórico, físicas, crítico, apologéticas de la América Meridional*, obra cuya publicación se debe al empeño de Víctor Peralta, Charles Walker, Luis Millones Figueroa y Antonio Garrido, autores, a su vez, de sendos estudios sobre la vida y obra de Llano Zapata, incluidos en el presente volumen.

Aun cuando la biografía de Llano Zapata fue materia de interés desde fines del siglo XVIII para los autores del *Mercurio Peruano* y luego en los siglos XIX y XX para Manuel de Mendiburu, José Toribio Medina, Felipe Barreda y Laos, José de la Riva-Agüero, José Torre Revello y Félix

Alvarez Brun, no sucedió lo mismo con sus *Memorias* debido fundamentalmente a su desconocimiento. De acuerdo con el plan original diseñado por Llano Zapata, las *Memorias* debían constar de cuatro partes dedicadas a los reinos mineral, vegetal y animal, y al río Amazonas y sus afluentes. Las *Memorias* permanecieron inéditas hasta 1904, cuando Ricardo Palma publicó en Lima un fragmento de ellas, el correspondiente al reino mineral, a partir de una copia que adquirió en Madrid. Desde entonces, y por mucho tiempo, se pensó que el resto de la obra estaba perdido. Para suerte de los investigadores y estudiosos, una copia manuscrita fue localizada en la Biblioteca del Palacio Real de Madrid y es la que ha servido como base para la presente edición. No se incluye la cuarta parte porque, según sus actuales editores, Llano Zapata nunca la escribió.

Así como la obra mayor de Llano Zapata quedó incompleta, también su biografía contiene muchos vacíos. Lo que se sabe de su trayectoria hasta su partida a Cádiz ha sido debidamente expuesto por Charles Walker en el prólogo de la presente edición. Nacido en Lima en 1721, Llano Zapata era hijo del sacerdote Diego de Llano Zapata. Se dice que por su condición de ilegítimo tuvo una posición poco afortunada en la sociedad limeña. Esta afirmación quizá habría que matizarla, ya que la propia información biográfica parece contradecirla. Si Llano Zapata fue poco afortunado en el medio social limeño, cómo entender que fuese el intelectual predilecto de arzobispos y virreyes. Es muy probable que su origen haya constituido un impedimento para ingresar a la Universidad de San Marcos, de la cual el mismo declaró tan solo conocer “por sus muros y su fama”. Sin embargo, el no haber cursado en San Marcos, una institución en decadencia a mediados del siglo XVIII, o en otro centro de estudios, no fue obstáculo para que Llano Zapata se hiciese de una sólida formación intelectual y publicase entre 1743 y 1752 ocho impresos, entre libros y opúsculos, sobre gramática latina, astronomía, la Inquisición y la salud humana. En una época en que imprimir era costoso, por no decir engorroso, Llano Zapata tuvo que contar con algún tipo de patronazgo en las altas esferas de la alta administración civil y eclesiástica a fin de publicar sus obras. Este es un tema por estudiar, como también el que fuera amigo de Pedro Peralta Barnuevo, Victorino Montero, Luis Godin y diferentes asesores de los virreyes. El propio Llano Zapata declara en sus *Memorias* su relación con el clérigo e historiador, Alonso de la Cueva Ponde de León, quien le franqueó el acceso a los archivos eclesiásticos y proporcionó algunos valiosos manuscritos para su consulta.

De lo que no cabe duda es que en Lima, Llano Zapata era además de un reconocido erudito, un hombre familiarizado con la literatura científica de su tiempo. No podía ser de otra manera en una ciudad donde existía una activa vida académica y un próspero comercio de libros. Llano Zapata fue un voraz lector y un atento escrudinador de las diversas ramas del saber. Fue precisamente esta vocación erudita lo que lo llevó a hacerse en Buenos Aires, camino de Cádiz, de una copia manuscrita del *Paraíso en el Nuevo Mundo* de Antonio de León Pinelo. Antonio Garrido en su estudio trata de la influencia de la obra de León Pinelo en las *Memorias* de Llano Zapata. Su tesis central es que Llano Zapata “se vio condicionado a lo largo de su vida por el peso específico de Pinelo, su obra y su vida, hasta el punto de querer ser un remedo de éste”. Que Llano Zapata quiso ser un “remedo” de León Pinelo es una afirmación construida a partir de comparaciones discutibles, toda vez, como ya se dijo, que la vida del escritor limeño requiere aún de mayor estudio. En todo caso la trayectoria y aspiraciones intelectuales de Llano Zapata parecen haber estado más próximas a las del fraile Benito Jerónimo Feyjoó, el más famoso hombre de ciencia en la España de mediados del siglo XVIII. De modo similar que Feyjoó, Llano Zapata se sirvió del género epistolar como el principal medio para construir su imagen de “filósofo”, tal como se entendía en el siglo XVIII; y cultivar una extensa red de correspondientes en la república de las letras.

Es evidente que Llano Zapata leyó y citó extensamente el *Paraíso en el Nuevo Mundo*, la pregunta es por qué. En este punto tan solo brevemente conviene comentar el contenido del texto de León Pinelo. Se trata de una obra que examina las diversas opiniones de las Escrituras y de los teólogos acerca de las tradiciones sobre el Paraíso Terrenal y el Diluvio, con referencia a las épocas primitivas del continente americano y a los restos arqueológicos y legendarios hallados en el Perú, México y otros territorios del Nuevo Mundo. La tesis central de León Pinelo es que el Paraíso estuvo en América del Sur, en concreto en un lugar entre los ríos Amazonas, La Plata, Orinoco y Magdalena. La ubicación del Paraíso lo lleva a disertar acerca de seres asombrosos (evidencia de esa centralidad), paisajes exóticos y riquezas extraordinarias, que señalan y subrayan el providencial origen americano de la humanidad. En suma, la obra de León Pinelo ofrecía una variedad de información digna de ser evaluada, confrontada y criticada, y así lo hizo Llano Zapata.

Con el manuscrito de *El Paraíso en el Nuevo Mundo* y otros textos en su equipaje, Llano Zapata llegó a Cádiz. No extraña que optara por residir

en una de las ciudades españolas más beneficiadas con el tráfico mercantil atlántico y el adelanto científico y cultural de la época. Además de ser el punto de embarque y desembarque de mercaderías y personas, Cádiz era un activo centro de comercio libresco, quizá el más activo, a mediados del siglo XVIII. Hace ya varios años que Marcelin Defourneaux, y en tiempos más recientes Christian Pelegry, han llamado la atención acerca de la importante presencia de librerías y comerciantes franceses en Cádiz. Desde los grandes centros de producción editorial en Francia se hacían envíos de todo tipo de libros, prohibidos y permitidos, con destino a Cádiz y desde allí pasaban, unas veces ocultos y otras no, a la América española. Cádiz se situaba en un cruce de las rutas mercantiles y culturales que unían Europa con el Nuevo Mundo. Allí también confluían las noticias procedentes de América como de Madrid. Por ello para un personaje como Llano Zapata era el lugar idóneo de residencia.

En Cádiz concluyó las *Memorias*. Las características y propósito de la obra son estudiados por Luis Millones Figueroa en un sugerente ensayo. Las *Memorias* son en opinión de Millones, un texto de Historia Natural, esto es un detallado inventario de hechos, datos y citas de asuntos relativos a los reinos vegetal, animal y mineral. La información procede, por lo general, de la experiencia personal del autor, como de su lectura de textos muy diversos. Pero importa destacar que la obra tenía en esencia dos propósitos, uno práctico, llamar la atención de la corona española acerca del valor comercial de los recursos naturales del Nuevo Mundo; y otro personal, ser gratificado por la corona con algún puesto o nombramiento en la administración. Para lograr la atención de sus pedidos era común que los autores dedicaran sus obras a algún poderoso, las *Memorias* lo fueron a Julián de Arriaga, ministro de Marina e Indias.

No obstante ello, Llano Zapata nunca logró ver publicada sus *Memorias*. El análisis de las razones de este fracaso ocupa la mayor parte del excelente ensayo de Víctor Peralta. Considera que la “marginalidad” o frustración de Llano Zapata en España es un asunto complejo y que debe ser entendido principalmente a partir de las circunstancias políticas y culturales. Entre estas estuvieron la imposición por parte del Consejo de Indias de una manera de escribir la historia de América diferente del modelo propuesto en las *Memorias*, la escasa influencia que tuvo en la corte el ministro Julián de Arriaga en su condición de destinatario de dicha obra; y la inoportuna crítica de la obra de Bartolomé de las Casas que hizo Llano Zapata en su deseo de combatir la leyenda negra de la conquista española.

Una nueva edición de las *Memorias* de Llano Zapata interesa por muchos motivos. Es junto con la *Historia natural y moral de las Indias* de Jose de Acosta y la *Historia del Nuevo Mundo* del jesuita Bernabé Cobo, el otro gran tratado de historia natural de interés para el virreinato peruano. Ahora contamos con un elenco de textos para el estudio del pensamiento científico durante los siglos XVI, XVII al XVIII. Pero además las *Memorias* es una obra que admite muchas lecturas no solo para documentar la biografía de su autor, de la cual ya he dado cuenta en detalle, sino también como testimonio de una manera de pensar en un contexto de cambios en el imperio español. Los modernos editores han señalado con acierto cómo en la obra coexisten la tradición erudita y escolástica barroca con el espíritu crítico de la Ilustración. Esto se explica al situar la obra en su momento histórico, esto es mediados del siglo XVIII, cuando la cultura política heredada de los Austrias daba paso a las nuevas ideas impuestas por la élite ilustrada al servicio de la dinastía borbónica.

Mis observaciones a la presente edición son varias. Dada la extensión del texto (más de 500 páginas) y la enorme información que contiene, habría sido muy útil contar con índices onomástico, toponímico y temático. Ellos habrían permitido estudiar con mayor facilidad la obra mediante la identificación de temas específicos y, en particular, de autores. La cantidad de autores y obras citados por Llano Zapata es enorme. Los editores presentan una lista de las obras citadas por Llano Zapata, pero ella dista de ser completa. Más aún queda siempre la duda, no resuelta en ninguno de los estudios preliminares, acerca de cuáles textos fueron efectivamente consultados y leídos, y cuáles tan solo citados de manera indirecta. Desde el punto de vista de la transcripción, extraña que las palabras en griego hayan sido omitidas y que los editores optaran por el camino más fácil de anotar “ilegible” cada vez que aparecía una de ellas. También llama la atención que se diga que “se han actualizado los términos arcaicos” y que las “palabras mal escritas han sido corregidas”. Los criterios de transcripción resultan bastante cuestionables.

Concluyo con una reflexión crítico-apologética. Es una tradición muy antigua en el Perú honrar a los personajes célebres del pasado designando con sus nombres a alguna institución trátase de una escuela, hospital, colegio, universidad, cementerio y equipo de fútbol. Más común es encontrar calles con nombres de hombres de letras. Hay tres calles en Lima que llevan el nombre de Llano Zapata. Pero curiosamente en ninguno de los tres casos el nombre aparece bien escrito. Gracias a Charles Walker, Víctor

Peralta Luis Millones Figueroa y Antonio Garrido, Llano Zapata ha dejado de ser un nombre mal escrito en unos deslucidos y polvorientos hitos de cemento para convertirse en un fascinante objeto de estudio.—PEDRO GUIBOVICH PÉREZ.

Mena García, Carmen: *Un linaje de conversos en tierras americanas (Los testamentos de Pedrarias Dávila, Gobernador de Castilla del Oro y Nicaragua)*, Universidad de León, León 2004. 202 págs., 4 cuadros.

Quizá sea el testamento uno de los documentos más usados por los historiadores en los últimos tiempos. Mezcla de disposiciones civiles y religiosas que el hombre otorga al enfrentarse con la muerte, lo convierten en un instrumento de carácter económico, pero también social y sobre todo espiritual. El testamento, después de Trento, en el momento de triunfo de la Contrarreforma, se convierte en un documento más religioso que civil y nos permite penetrar en la mentalidad y la conciencia del testador. Desde que las obras pioneras de Vovelle, Aries, Le Goff o Chunú lo tomaron como base de sus trabajos, ha sido utilizado desde todos los puntos de vista, sobre todo para el estudio de las mentalidades, pero también para analizar la historia de las familias y el nivel de fortuna y posición social. Todas estas dimensiones están contempladas en la obra que nos ocupa en la que se reúnen varios elementos que coadyuvan para conseguir un clima de interés y un éxito en el propósito inicial: un protagonista de primer plano en el panorama del americanismo tanto por sus hechos como por lo polémico de su personalidad; una autora que ha seguido al personaje en varios de sus trabajos anteriores, que lo conoce en profundidad y que es especialista tanto en la época como en el territorio que él actuó y unos documentos valiosísimos como son los dos testamentos, con diez y seis años de diferencia, que Pedrarias otorgó en dos momentos muy distintos de su vida.

La profesora Carmen Mena, según ella misma confiesa en la introducción, se propuso hacer un estudio comparativo entre estos documentos, pero sobre todo buscaba un acercamiento más profundo al ser humano. Y desde luego lo ha conseguido porque nos introduce en la complicada familia de los Arias de Avila, con estudios detenidos de temas tan diversos y amplios como la genealogía y el linaje desde 1480, las costumbres de la nobleza, el problema de los conversos y los procesos emprendidos contra

ellos por el Tribunal de la Inquisición, además de volver a enfrentarse con la personalidad de Pedrarias y los cambios que experimenta durante su larga estancia en tierras americanas. Porque, igual que ocurriera con su precioso libro sobre el mismo personaje, *Sevilla y las flotas de Indias. La gran armada de Castilla del Oro (1513-1514)*, publicado en Sevilla en 1998, la autora no se limita a los documentos básicos empleados, sino que profundiza en cada tema con minuciosidad apoyándose en otros documentos y en una bibliografía idónea.

El libro está dividido en dos partes y un Apéndice en el que se reproducen los dos testamentos, el primero de los cuales, otorgado en Sanlúcar de Barrameda en 1514 antes de partir para las Indias, había sido publicado por Álvarez Rubiano en su clásica biografía sobre Pedrarias donde aparece confundido con otros documentos; y el segundo, redactado en Nicaragua en 1530, dos meses antes de su muerte, que se conserva en el Archivo General de Indias y que había permanecido inédito hasta ahora.

En la parte primera que se titula “El hombre y su linaje”, la Dra. Mena penetra en una familia de conversos segovianos y profundiza en este complicado mundo y sus problemas inquisitoriales así como en las difíciles relaciones familiares y el conflicto sucesorio por el condado de Puñonrostro, y vuelve a enfrentarse con la biografía de Pedrarias en la que proyecta una nueva dimensión y puntualiza detalles importantes sobre su obra, familia y vida, lo cual consigue gracias a la comparación de los dos testamentos y a los aportes novedosos del texto inédito de 1530. Toda la segunda parte está dedicada al estudio comparativo de estos dos importantes documentos, examinándolos paso a paso, con detenimiento y profundidad. Puede revisar a través de ellos temas tan variados como los preámbulos piadosos y la recomendación del alma, el lugar de enterramiento, el papel de la esposa D.^a Isabel de Bobadilla como tutora y administradora del patrimonio familiar, los criados y parientes, el mayorazgo y la institución de herederos, los albaceas y testigos así como la fortuna heredada y acumulada por el personaje. Como consecuencia de este minucioso estudio, en el que se introducen algunos cuadros que aclaran la situación, se llegan a explicar algunas de las actitudes de un hombre contradictorio cuya figura no ha sido, ciertamente, favorecido por la Historia. El libro, publicado por la Universidad de León, incluye unos útiles índices y cuadros genealógicos.

Estamos, pues, una vez más, ante una obra importante de la Dra. Carmen Mena que vuelve a deleitarnos con su buena pluma y sus profundos conocimientos, fruto de su especialización, estudio y dedicación a una

vocación decidida y firme. Vaya desde aquí nuestra felicitación y nuestro estímulo para que continúe en la línea desarrollada hasta ahora.—
ENRIQUETA VILA VILAR.

Rosas Lauro, Claudia (editora): *El miedo en el Perú. Siglos XVI al XX*.
Lima, Fondo Editorial de la Pontificia Universidad Católica del Perú,
2005, 285 págs.

Es el miedo tan viejo como el hombre. En buena medida, gracias a él la especie humana ha sobrevivido; porque hay temores racionales e irracionales, siendo los primeros necesarios para la supervivencia. Resulta aconsejable y benéfico para la vida temer a lo desconocido, a la enfermedad, a las fieras, a las fuerzas de la naturaleza, a nosotros mismos; pero no lo es tanto cuando el objeto que lo produce escapa a nuestro raciocinio. Subyuga, doblega y somete, hasta paralizarnos y eclipsarnos la conciencia, la inquietud ante más allá, la muerte, fantasmas y demonios, premoniciones o cualquier otro móvil sin visos de verosimilitud. En la historia observamos numerosas situaciones en las que el miedo, hábilmente manejado desde el poder, se ha convertido en un eficaz medio de control y gobierno de la sociedad. El milenarismo y el providencialismo son buenos referentes de estos entresijos. Una dimensión espectacular del fenómeno nos la ofrece el Barroco, época que desplegó toda una artillería de recursos de acción psicológica, con el miedo como hilo conductor (a la muerte, a la condena eterna, a la violencia estatal), encaminada a anular en el individuo los deseos de rebeldía y justicia social, y a inculcarles la conciencia de vivir en el mejor de los mundos posibles; de ahí que la creencia y la obediencia fueran garantes de la conservación de un equilibrio milagroso logrado a lo largo de los siglos. La atrición, hasta bien entrado el siglo XVIII, fue el cauce que puso a las gentes frente a Dios y al Rey.

El miedo es propio de la psique, aunque, también, de la cultura. Como resorte psicológico previene y protege; mas cuando se desborda deviene angustia, confunde lo cierto con lo dudoso, lo verdadero con lo falso. Es, entonces, un estado en el que el hombre queda inerme y a la suerte de insólitas fantasías, y, lo peor, de intereses bastardos. Mas los esquemas culturales, del mismo modo y a la caza de almas y voluntades, declinando un análisis racional de la realidad, construyen miedos: enemigos inexistentes (judíos, herejes, brujas), tabúes, fronteras míticas o determinadas actitudes. Aquí entramos en componendas que todavía delatan múltiples facetas de nuestro devenir vital.

Es por ello que el miedo sea uno de los grandes motores de la historia, a la altura de la economía o la política. Si bien, su naturaleza nos lleva a considerarlo entre factores mentales, cual el amor, el odio, la envidia, los celos, la ambición o los sueños; todos elementos indispensables en una aprehensión total del hombre, desde el pasado hasta el presente. Porque adecuamos la imagen que tenemos de nosotros mismos no sólo desde factores objetivos sino también desde los subjetivos, o sea, a partir de la construcción, consciente e inconsciente, que nuestra mente hace de cuanto nos rodea. Basten estos apresurados argumentos para dilucidar que el temor es, y debe ser, objeto de investigación historiográfica. Venga a reforzarlo el *Tesoro de la lengua castellana* (1611) de Sebastián de Covarrubias, un diccionario selectivo en el que no se ausenta la voz *miedo*, prueba de su cotidianidad. La definición dice: *Hay un miedo que suelen tener los hombres de poca constancia y cobardes; hay otro miedo que puede en un varón constante, prudente y circunstante. Y se apoya en una autoridad superior, las Partidas de Alfonso X, código que, en la ley séptima, especifica: ca por tal miedo non solamente se mueven a prometer o facer algunas cosas los homes que son flacos, mas aun los fuertes. Mas aun otro miedo que no fuese de tal natura que dicen vano, non excusará al que se obligase por él.* Termina con un proverbio, es decir, con una creación cultural que representa lo real: *miedo guarda viña, que no viñadero.*

Viene este exordio a cuento para aplaudir la iniciativa editorial de la joven y brillante historiadora peruana Claudia Rosas Lauro, quien nos acaba de regalar un libro colectivo sobre diversas circunstancias históricas del Perú en las que el miedo adquiere un protagonismo especial. En él recoge las aportaciones de los investigadores que participaron en el simposio *El miedo en la historia del Perú*, celebrado en el marco de la Conferencia Internacional *Al fin de la batalla*, organizada por el Seminario de Estudios interdisciplinarios Andinos (SIDEA) y celebrada en Lima durante el mes de noviembre de 2001. Tiempo ha tardado en ver la luz este impreso; pero la demora no desmerece su oportunidad ni utilidad; tampoco su incuestionable y diversa calidad científica, que en, cualquier caso, viene a llenar un vacío, inexplicable, de la historiografía hispanoamericana y general. En efecto, pocos son los historiadores que han asumido el riesgo de inmiscuirse en terreno tan complejo y resbaladizo como es el del miedo. Tal vez porque los precedentes, nunca mejor dicho, asustan y hacen desistir de un empeño liderado nada menos que por el gran Jean Delumeau, historiador sabio en temores, pecados, paraísos y otros recovecos trascendentes que lo convierten en un referente inescusable y en una guía imprescindible. Esta, pues, puede

ser la causa, de haber obviado la cuestión, como expresan las Partidas, otras gentes constantes y prudentes. Parece que Delumeau, en *El miedo en Occidente*, ya lo hubiera dicho todo en su magistral estudio; pero no es así, ni un historiador de semejante talla en momento alguno siquiera lo insinúa. La historia del miedo no se agota en un libro, ni en cien; es más, el del sabio francés, además de su indubitable calidad, llama nuestra atención y decisión para la causa. Él mismo, en la introducción, reflexiona en torno al por qué del silencio sobre el miedo, que, en parte, lo justifica con la equiparación que se suele hacer entre miedo y cobardía, un binomio que no siempre se justifica y sostiene.

Delumeau, como todo historiador de altura, desbroza veredas para ponernos frente a universos apasionantes y no menos decisivos en la trayectoria vital de Occidente, que, en última instancia, ofertan posibilidades investigadoras y enigmas por resolver. Ser hijo de Annales, y padre de exquisitas novedades, no le resta mérito ni eficacia. Lo digo porque no es justo que, como a otros seguidores del movimiento historiográfico francés, se le responsabilice de hacer migajas de la historia y de atender a temáticas de moda que apuntan a las fibras sensibles y morbosas de los lectores. Nada más lejos de la verdad. Cualquiera que se haya dado el lujo, y le tiempo necesario (dado lo voluminoso de sus creaciones), de inmiscuirse en sus trabajos, rápidamente comprueba que el cometido no es hijo de la moda sino del gusto y la pasión por la comprensión del hombre y sus entresijos mentales. No hay historiadores tradicionales o a la moda, sino buenos o malos. En este caso de los mejores. Pero volvamos a nuestro cometido.

Sin duda, el testigo de Delumeau lo recogen los historiadores, con la editora a la cabeza, que integran la nómina del libro que reseño, investigadores que exhalan todo un alarde de buen hacer a través del examen de temas variopintos, que, de entrada, manifiestan la variedad de matices y circunstancias que el miedo, como objeto de estudio, encierra. Una escueta mirada al índice ya nos ofrece una idea de cuan compleja y versátil puede resultar la temática. Sin eludir el inteligente prólogo del maestro Luis Millones, ni la sugerente y necesaria introducción de Fernando Rosas, todo un abanico de exquisitos acontecimientos históricos se abren ante nuestros ojos. Algunos sabidos, otros menos; mas su valor radica en haber sido abordados desde la diferente y novedosa perspectiva del miedo, factor que induce a desarrollarlos con una distinta cualidad y fórmula explicativa que realza la originalidad. Sobra decir que la visión de la historia siempre es relativa, o sea, depende del observador y de su método.

Si nos detenemos en especificar, de una manera tangencial, los hitos que recorren las páginas de este buen libro, en primer lugar destaca el marco cronológico abordado, desde el siglo XVI al XX, un encuadre que hace alusión a la larga duración en el examen de la cuestión, uno de los principios metodológicos de Annales que nos ha servido para reafirmar la resistencia a los cambios y la perpetuación de determinadas conductas. Pues bien, en estos cinco siglos el miedo fluye y contamina aspectos tan interesantes y determinantes como la piratería (Ramiro Flores), la excomuniación (Miriam Salas), vocaciones religiosas (Bernard Lavallé), el terremoto de 1746 (Susy M. Sánchez), rebeliones sociales (Scarlett O'Phelan), la Revolución Francesa y el Perú (Claudia Rosas), la Independencia (Cristina Mazzeo y Arnaldo Mera), las elecciones en la República (José F. Ragas), el APRA (Jeffrey Klaiber), el deporte (Denise Leigh) y el poder (Augusto Castro). Por tanto, desde los inicios de la época colonial hasta hoy, se afrontan una serie de problemáticas que en buena medida nos ayudan a entender el pasado y, por ende, el presente de Perú, de sus miedos y esperanzas. Creo que este repertorio es suficiente reclamo para penetrar en un libro lleno de bondadosas sugerencias, de investigaciones y reflexiones serias indispensables para conocer mejor el miedo y sus entresijos. Felicitemos, pues, a sus autores y démonos la enhorabuena por tan grato alarde de calidad científica.

No quisiera terminar sin hacer una congratulación especial a la editora del libro. Su iniciativa, a todas luces necesaria, fruto de esfuerzos y sinsabores, como suele ser habitual en estas empresas editoriales, incide en la capacidad de trabajo y brillantez a la que ya nos va teniendo acostumbrados. Por joven se puede ser inexperto, pero no falta de ingenio e ilusiones, sutileza y versatilidad, todas cualidades que Claudia Rosas exhibe en su quehacer académico. Vaya este libro, mejor que mi opinión, que podría estar sesgada, para discernir que el mérito no es hijo del aprecio sino de la admiración científica.—CARLOS ALBERTO GONZÁLEZ SÁNCHEZ.

Vicuña, Manuel: *La belle époque chilena. Alta sociedad y mujeres de elite en el cambio de siglo*, Santiago de Chile, Sudamericana, 2001, 225 págs.

Las transformaciones sociales y culturales —en consumos, sociabilidades, identidades sociales— que tuvieron lugar en Occidente en el marco de la consolidación y de la expansión internacional del capitalismo entre la

segunda mitad del siglo XIX y los años de la *belle époque* inmediatamente anteriores al estallido de la Gran Guerra en 1914, han merecido hasta el momento una atención lateral por parte de la historiografía latinoamericana, sobre todo si la contrastamos con la que sí recibieron los procesos más estrictamente políticos y económicos de este período, desde las modalidades de inserción de las economías latinoamericanas en la economía mundial, a los regímenes oligárquicos que se extendieron en buena parte de la región y la problemática transición a las primeras experiencias democráticas o de ampliación de la participación política que los sucedieron.

De manera más puntual, las repercusiones de semejantes transformaciones estructurales en los valores, convenciones y prácticas sociales de las elites tradicionales (convencionalmente denominadas “oligarquías”, “patriados” o “aristocracias”) y el impacto que tuvo en su vida cotidiana un proceso de modernización que cambió radicalmente la forma y el funcionamiento de las sociedades sobre las que esos grupos tradicionales habían retenido hasta entonces un grado muy significativo de poder, riqueza y prestigio, permanecen como un conjunto de interrogantes aún carentes de un importante *corpus* de estudios que lo hayan recortado como su problema específico de investigación.

A llenar este vacío contribuye el trabajo de Manuel Vicuña, *La belle époque chilena. Alta sociedad y mujeres de elite en el cambio de siglo*. Estructurado en cinco capítulos más un prólogo y un epílogo, el eje de esta investigación es analizar las transformaciones que recorrieron a la vida social de la elite de Santiago de Chile entre el último tercio del siglo XIX y las dos primeras décadas del XX, ante el crecimiento y la remodelación urbana de la ciudad, la diversificación social y la expansión económica que signaron este arco temporal. Como lo indica el título del trabajo, las dimensiones en las que especialmente se concentra el autor para acercarse a estos interrogantes son la sociabilidad y el universo femenino de la alta sociedad (indagando sobre su papel en el funcionamiento de la propia vida social; sus construcciones identitarias; sus intervenciones públicas).

Los principales méritos del libro de Vicuña podrían enumerarse de la siguiente manera. Ante todo, alentar al desarrollo de un campo de la investigación histórica que, como hemos señalado, permanece curiosamente relegado, la historia social y cultural de las elites tradicionales tardodecimónicas latinoamericanas. Su aporte es en este sentido no sólo temático (concentrarse en un objeto y un conjunto de problemas hasta aquí bastante descuidados), sino también conceptual y metodológico. El libro de Vicuña

no abreva en acercamientos tales como la historia de familia o los enfoques de redes —tan transitados al abordar los altos círculos sociales—, sino que se sostiene en una perspectiva de análisis más cercana al constructivismo social, que subraya la capacidad de agencia de los individuos y de los grupos sociales sobre la realidad social en la que están inscriptos, y que considera sus expresiones sociales y culturales (desde sus formas de sociabilidad a los discursos que modelan sus construcciones identitarias) no como aspectos epifenoménicos o residuales sino como prácticas que inciden activamente en las cosmovisiones y en los comportamientos de los actores sociales, en tanto implican determinados posicionamientos y atribuciones de sentido sobre el contexto social en el que están inmersos.

En segundo lugar, una de las aristas más sugestivas de esta investigación es la problematización de la *belle époque* de preguerra como período histórico para las elites tradicionales. Convencionalmente entendido como una coyuntura definida por una prosperidad económica que favoreció un salto cualitativo en el nivel y en la calidad de vida de las altas esferas de la sociedad a través del consumo suntuario y de la ostentación material, uno de los puntos subrayados por Vicuña es que estas mismas características del alto mundo social generaron “ruidos” en el interior de la propia elite, y especialmente en importantes sectores del universo femenino, que no quedaron “a merced de la corriente identificada con una despreocupada vida de ocio, embarcándose, en cambio, en la ejecución de proyectos femeninos de reforma cultural y social” (p. 293). Un punto que, como enseguida señalaremos, es central en su trabajo.

En tercer lugar, es altamente interesante su reconstrucción de la conformación de la “alta sociedad” santiaguina del novecientos, entendida como una configuración de convenciones y relaciones sociales, anudada a través de distintos espacios de sociabilidad (del club a los salones de las residencias familiares), por la cual la elite logró delinear un mercado matrimonial con límites sociales precisos y un mundo social de vínculos personalizados, en un momento en el que en la sociedad tendía a afirmarse su despersonalización como consecuencia del crecimiento urbano y de los cambios en la estructura social producidos entre el último tercio del siglo XIX y los primeros años del XX (capítulo 1).

Es en este sentido especialmente sugestivo cómo Vicuña pone en relación el cambio de Santiago como ciudad —su crecimiento y diversificación— y el surgimiento de la “alta sociedad”, al subrayar que la remodelación urbana realizada en las últimas décadas del siglo XIX —e imple-

mentada además por destacados integrantes de la propia elite, como el intendente Vicuña Mackenna— abrió un conjunto de paseos y espacios urbanos que dotaron de escenarios “propios” a la alta sociedad haciendo posible así su desenvolvimiento (parques, barrios, etc). Por otro lado, el autor sostiene que la constitución de esta última fue también posible y estuvo signada por un proceso de educación civilizatoria —siguiendo a N. Elias—, es decir, por un cambio en su sensibilidad —a través del refinamiento de conductas, gustos y consumos en el que se aprecia la difusión cultural europea, sobre todo francesa— y en la disminución de la violencia y del conflicto de las relaciones intra elite, todo lo cual ratificó su lugar en la cima de la pirámide social, al legitimar las distancias sociales gracias a un significativo arsenal de capitales culturales y simbólicos. En este sentido, un destacable punto tratado por el autor es que la consolidación del lugar social de la elite santiaguina también se derivó de aceptar la incorporación de familias u hombres nuevos (al menos hasta el último tercio del siglo XIX), en tanto ello impidió su cristalización como grupo social y el surgimiento de elites rivales (capítulos 1 y 2).

En cuarto lugar, la mayor parte del libro (capítulos 2, 3, 4 y 5) se concentra entonces en la indagación del lugar de la mujer en la alta sociedad santiaguina de la época, y en un estudio de sus formas de sociabilidad, que además de ser un objeto de análisis en sí mismo constituye un lente particular desde el cual entrever qué respuestas ensayó este círculo social frente a los cambios que acarreó la modernización.

La tesis central al respecto es por demás atractiva, al estar muy atenta a los matices propios de toda realidad histórica. Fundamentalmente, Vicuña plantea —contra una imagen extendida por una importante proporción de los estudios anclados en la historia de género— que las constricciones a la libertad femenina tantas veces subrayadas como rasgos emblemáticos del siglo XIX y más aún, de las altas esferas sociales, impiden aprehender que esas convenciones sociales pudieron ser activamente apropiadas por las mujeres para trascender los límites que aquellas formalmente les imponían.

Este argumento se aprecia en primer lugar en su análisis de la figura de las *salonières* (capítulo 2) es decir, de las anfitrionas de los principales salones del alto mundo social: tradicionalmente entendidas como figuras decorativas, Vicuña subraya que el salón, y el papel desempeñado en él por las mujeres, significaron en cambio una fuente altamente significativa de autoeducación para el universo femenino, que le permitió así acotar las dis-

tancias que mantenían con los hombres a causa del diferente grado y perfil de educación formal recibida por unas y otros. A su vez, destaca que fueron especialmente las mujeres las que mantuvieron activa la trama social de la alta sociedad, no sólo por dotarla de espacios de encuentro en reuniones y salones de las que eran anfitrionas, sino también por funcionar como “brokers” en el mercado matrimonial, papel de gran importancia para asegurar la reproducción social de la elite (básicamente porque su rol de “chaperonas” disminuyó el peligro de casamientos socialmente indeseables o inconvenientes en un momento en el cual, como subraya el autor, la influencia directa de los padres en las concertaciones matrimoniales comenzó a declinar).

En segundo lugar, Vicuña también destaca cómo el seguimiento antes que la ruptura de las convenciones sociales podía dar lugar a importantes transformaciones en la condición femenina al analizar los espacios más formales de sociabilidad que impulsaron las mujeres de la elite santiaguina: el Club de Damas y la Liga de Damas Chilenas, ámbitos diferenciados fundamentalmente —según nos dice el autor— por la mayor preponderancia de la mirada católica en el segundo (capítulos 3 y 4). Vicuña sostiene que estas entidades, explícitamente alejadas de las ramas más militantes del feminismo, con todo subrayaron la necesidad de una mayor libertad y —sobre todo— una mejor educación para las mujeres a fin de que éstas pudieran perfeccionarse en su rol de madres y esposas y así atenuar el impacto que la descontracturación de conductas aparejada por la modernización tendría en los hogares de alta sociedad (temida sobre todo por la aparición de una “sociabilidad juvenil” dotada de una creciente autonomía hacia los años 1910). De esta manera, fundamentaron y alentaron un enriquecimiento de la formación cultural del universo femenino, al mismo tiempo que expresaron la expansión en Chile del “culto a la domesticidad” (la ponderación del hogar familiar como refugio frente a los cambios sociales). También fueron espacios que supusieron una importante intervención de las mujeres en la esfera pública, al encarar e impulsar un “apostolado” a favor de estos lineamientos a través de medios de importante alcance social como la prensa o de eventos abiertos a un público más amplio que el de la propia elite (capítulo 5). Si bien expresado en un tono más implícito, en tanto Vicuña le otorga un lugar importante a analizar y definir el clima de ideas que subyacía detrás de estos ámbitos de sociabilidad, un aporte igualmente sugestivo de este trabajo —o al menos, entonces, una lectura que puede desprenderse de él— es el señalamiento de los puntos de con-

tacto que, frente a la modernización, existieron entre sensibilidades y miradas ancladas en perspectivas diferentes (seculares y católicas), justamente porque ambas se volcaban sobre una realidad que, a través de sus cambios vertiginosos, diluía un “mundo” de valores y prácticas conocido.

En consecuencia —como el autor subraya en el epílogo— la *belle époque*, si fue un período de disfrute, refinamiento y prosperidad para la alta sociedad santiaguina, también enmarcó un sensible desafío a las convenciones sociales sobre la que ésta había descansado hasta mediados de los años diez como consecuencia del impacto del proceso de modernización. Este último se aprecia en la fragmentación y disrupción de ese mundo social que fue la “alta sociedad” del novecientos a partir de la primera posguerra y los años veinte.

Con todo, el libro de Vicuña —como todo texto verdaderamente relevante— dispara ciertos interrogantes referidos a aspectos que quizá habrían merecido un mayor lugar en el texto, como merece algunas observaciones metodológicas que probablemente enriquecerían, antes que diluirían, los argumentos que sostiene a través de sus páginas.

Comenzando por este último punto, llama la atención la ausencia de un trabajo prosopográfico que hubiera permitido la reconstrucción y la caracterización precisa de los integrantes del alto mundo social santiaguino. Esta opción metodológica es abiertamente rechazada por el autor fundándose en sus límites interpretativos (p. 13). Esto es indudablemente cierto, pero también lo es que resulta una alternativa apropiada para una definición precisa del universo social bajo estudio, sobre todo para un lector poco conocedor de la historia chilena y de la evolución de la composición de sus altas esferas sociales. En cambio, el autor reconstruye la trayectoria histórica de la elite santiaguina a partir del clásico modelo de las tres generaciones desarrollado por Oppenheimer y Balmori que, si bien puede ser apropiado para el caso chileno, ha sido ampliamente discutido tanto metodológicamente como por su potencialidad para trazar el retrato de la evolución de las elites en otros casos regionales.

En este sentido, también hubiera sido deseable una mayor presencia de la mirada comparativa, a fin de precisar mejor qué aspectos resultarían originales de la experiencia chilena y cuáles fenómenos trascendieron al caso de la elite santiaguina. Como señalamos al comienzo de estas líneas, es cierto que no abundan trabajos anclados en miradas similares a las que Vicuña traza para el suyo (aunque tampoco son inexistentes), pero sí es amplia la bibliografía referida a países de fuerte irradiación social y cul-

tural sobre las elites latinoamericanas de estos años (por ejemplo Inglaterra y Francia) así como para el caso de la costa este norteamericana, interesante parangón de referencia por ser grupos sociales más similares que los europeos, en cuanto a sus orígenes y trayectorias, a las elites sudamericanas.

Finalmente, entonces, quedan los interrogantes que la convincente exploración de Vicuña nos despierta como lectores. Ante todo, el proceso de educación civilizatoria para la elite adquiere en su texto el carácter de un proyecto un tanto deliberado, que, sin desconocer las iniciativas tomadas con ese carácter (por ejemplo, la fundación de clubes orientados a reformular las relaciones sociales intra elite, como se aprecia en el análisis del Club de la Unión en el capítulo 1), llevan a preguntarnos si ese proceso no habría sido también el resultado de prácticas y decisiones más difusas, impuestas o incluso alentadas por las circunstancias, como la prosperidad material, y los juegos de imitación y diferenciación en el interior de la propia elite. El autor lejos está de desconocer estos procesos, pero los incorpora de manera poco sistemática al análisis de los rumbos y modalidades que habrían signado el proceso de refinamiento cultural de la elite.

En otras palabras, cabe preguntarse si aquello que retrospectivamente interpretamos como dotado de una sólida consistencia no reconoció, contemporáneamente, un mayor grado de aleatoriedad. Así, una exploración más atenta de las prácticas sociales desenvueltas por afuera de los espacios más formalmente institucionalizados (como los paseos sociales), quizá resulte una arista valiosa para incorporar más abiertamente cómo esa educación civilizatoria se fue constituyendo también en instancias más interaccionales y espontáneas, antes que sólo o preponderantemente por medio de espacios conscientemente delineados para propiciarla, como los salones y los clubes (el análisis más interesante que en este sentido nos ofrece Vicuña es el referido al viaje a Europa —el *Grand Tour criollo*— como instancia de adquisición de conductas y maneras refinadas —capítulo 2—). Por lo demás, como lo señala el propio autor, los salones se caracterizaron por reunir antes que al conjunto de la alta sociedad, a algunos sectores específicos de la misma, como los grupos más inclinados a inquietudes artísticas e intelectuales, matiz que se convierte en otro de los aportes más interesantes del texto al descomprimir la homogeneidad de la alta sociedad iluminando los juegos de distinción internos a ella, pero que también arroja, entonces, otra vía sugerente para reflexionar sobre las modalidades que habría seguido la expansión del refinamiento y la civilización en el interior

de la elite (por medio de procesos de imitación y/o diferenciación internos), así como, en consecuencia, sus límites y alcances.

Otra pregunta que motiva la lectura del trabajo de Vicuña es si la elite santiaguina debió darse esa distinción ofrecida por la educación civilizatoria sólo para ratificar jerarquías ya existentes y aceptadas (la opción elegida por el autor), o en cambio, debió hacerlo para reafirmar una posición menos cómoda como consecuencia de los cambios sociales que acarreó la modernización. A lo largo de su trabajo, el autor relativiza la incidencia que los sectores medios en ascenso tuvieron en las respuestas ensayadas por la elite ante este escenario de cambios sociales. El énfasis de su explicación más bien descansa en que esas respuestas fueron alentadas sobre todo por el desdibujamiento que la modernización provocaba en las convenciones que definían y sostenían a la alta sociedad. Pero cabe también preguntarse hasta qué punto las iniciativas propulsadas por entidades como las que analiza el autor tenían como motivo sólo recomponer un mundo social que se desdibujaba progresivamente o si la mismas no apuntaron también a reforzar el lugar social y simbólico de la elite tradicional en la sociedad. Sin dudas, el eje subrayado en el texto es de incuestionable pertinencia, y es probable que la explicación de Vicuña sea correcta, teniendo en cuenta que la sociedad santiaguina mantuvo un carácter bastante jerárquico a pesar de los procesos de cambio social, ausente en otros escenarios contemporáneos, como el de Buenos Aires, en donde el temor al advenedizo fue una constante entre los testimonios de los integrantes de los sectores tradicionales. Este temor, al menos a partir de la lectura del trabajo de Vicuña, parece haber sido bastante poco importante entre la elite santiaguina. Es aquí donde, por lo tanto, la mirada comparativa permitiría reforzar algunos de los argumentos planteados por el autor y clarificar mejor la especificidad de la experiencia de la elite santiaguina en la *belle époque*.

No obstante lo anterior, avanzar más decididamente en el lugar que la elite tradicional tenía en el imaginario de los sectores medios en ascenso — por ejemplo, como grupo social de referencia en cuanto a conductas, comportamientos y hábitos a seguir para obtener reconocimiento social— es decir, poner en juego el mundo de la elite con la percepción que de ella se tenía desde afuera, es probablemente una de las puertas más interesantes que el valioso trabajo de Manuel Vicuña deja entreabierta para profundizar el análisis de los cambios socio culturales que aparejó la modernización en el Santiago de Chile de las primeras décadas del siglo XX.—LEANDRO LOSADA.